GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1875 — ROMA — VENERDI' 15 OTTOBRE — NUM. 241

ASSOCIAZIONI.

			Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA	L.	11	21	40
	Per tutto il Regno	"	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA	L.	9	17	32
	Per tutto il Regno	"	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separate, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via dei Lucchesi, n° 4; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Ufizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Num. 2706 (Serie 2a) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione consolare fra l'Italia e la Russia firmata a Pietroburgo il 28[16 aprile 1875, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 13[1 agosto 1875.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 19 settembre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione consolare essendo stata conchiusa tra l'Italia e la Russia, e dai rispettivi plenipotenziarii sottoscritta a Pietroburgo addì 28[16 aprile del corrente anno milleottocentosettantacinque;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, désirant déterminer les droits, priviléges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires, chanceliers ou secrétaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis, en Italie et en Russie, ont résolu de conclure une Convention consulaire, et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le comte Raphaël Ulisse Barbolani, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Grand Officier de l'Ordre des Sts-Maurice et Lazare, commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie, chevalier de l'Ordre de St-Stanislas de la 1ère classe, etc., etc., et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Le Prince Alexandre Gortchacow, son Chancelier de l'Empire, membre du Conseil de l'Empire, ayant le portrait de Sa Majesté l'Empereur, enrichi de diamants, chevalier des Ordres russes: de St-André en diamants, de St-Waldimir de la 1ère classe, de St-Alexandre Nevski, de l'Aigle Blanc, de St-Anne de la 1ère classe et de St-Stanislas de la 1ère classe; de l'Ordre de l'Annonciade d'Italie, de la Toison d'Or d'Espagne, Grand' Croix de la Légion d'honneur de France, de St-Etienne d'Autriche, de l'Aigle Noir de Prusse en diamants, et de plusieurs autres Ordres étrangers.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les ports ou places de commerce du territoire de l'autre Partie, y compris les possessions d'outre-mer et les colonies; elles se réservent toutefois respectivement le droit de désigner les localités qu'elles jugeraient convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les puissances.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires entreront en fonctions après avoir été admis et reconnus dans les formes usitées par le gouvernement du pays où ils sont appelés à résider.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, ainsi que les vice-consuls ou agents consulaires, sujets de l'état qui les nomme, jouiront de l'exemption des logements et des contributions militaires, des contributions directes, personnelles, mobilières et somptuaires, imposées par l'état ou par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immeubles, qu'ils ne fassent le commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie, dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils ne pourront être, ni arrêtés, ni conduits en prison, excepté pour les faits et actes qui, d'après la legislation du pays où l'infraction a été commise, entraînent une peine de plus d'un an d'emprisonnement ou une peine afflictive ou infamante. S'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls et leurs chanceliers, ainsi que les vice-consuls et agents consulaires, sont tenus de fournir leur témoignage en justice, lorsque les tribunaux du pays le jugeront nécessaire. Mais l'autorité judiciaire devra, dans ce cas, les inviter, par lettre officielle, à se présenter devant elle.

En cas d'empêchement des dits agents mais dans les causes civiles seulement, l'autorité judiciaire se transportera à leur domicile, pour recevoir leur témoignage de vive voix, ou le leur demandera par écrit, suivant les formes particulières à chacun des deux états. Les dits agents devront satisfaire au désir de l'autorité dans le délai qui leur sera indiqué.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au dessus de la porte extérieure du consulat, l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription: *Consulat, Vice-Consulat, ou Agence consulaire de .....*

Ils pourront également, dans les résidences maritimes, arborer le pavillon de leur pays, sur la maison consulaire, ainsi que sur le bateau qu'il monteraient, dans le port, pour l'exercice de leurs fonctions.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront, avant tout, à désigner aux marins ou aux nationaux, l'habitation consulaire.

Art. 5. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie, que pourraient exercer le consuls, vice-consuls, ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls ou vice-consuls, les chanceliers et secrétaires, qui auront été présentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives, seront admis de plein droit à exercer, par intérim, les fonctions consulaires, et ils jouiront, pendant ce temps, des exemptions et priviléges qui y sont attachés par la présente Convention.

Art. 7. Les consuls généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls et des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur circonscription consulaire, sauf l'approbation du Gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des priviléges et exemptions stipulés par la présente Convention, sauf les exceptions consacrées par les articles 2 et 3. Ils est spécialement entendu, en effet, que, lorsqu'un consul ou agent consulaires établi dans un port ou dans une ville de l'un des deux pays, sera choisi parmi les sujets de ce pays, ce consul ou agent continuera à être considéré comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et réglements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidences, sans que cependant cette obligation puisse gêner en rien l'exercice de ses fonctions, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

Art. 8. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux pays, pourront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur circonscription consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux Tractés ou Conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont leur nationaux auraient à se plaindre. Si leur réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir recours, à defaut d'un agent diplomatique de leur pays, au gouvernement de l'état dans lequel ils résideraient.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls et leurs chanceliers, ainsi que les vice-consuls et agents consulaires des deux pays, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties, et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays.

Il seront, en outre, autorisés à recevoir, comme notaires, et d'après les lois de leur pays:

1. Les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés les concernant, y compris les contrats de toute espèce. Mais, si ces contrats ont pour objet une constitution d'hypothèque on toute autre transaction sur des immeubles situés dans le pays où le consul réside, ils devront être dressés dans les formes requises et selon les dispositions spéciales des lois de ce même pays;

2. Tous actes passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et même les actes passés entre des sujets de ce dernier pays seulement, pourvu que ces actes se rapportent exclusivement à des biens situés ou à des affaires à tracter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent devant lequel ces actes seront passés.

Ils pourront également traduire et légaliser toute espèce d'actes et de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leurs pays.

Tous les actes ci-dessus mentionnés, ainsi que les copies, extraits ou traductions de ces actes, dûment legalisés par les dits agents, et scellés du sceau officiel des consulats et vice-consulats, auront, dans chacun des deux pays, la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autres officiers publics ou ministériels compétents dans l'un ou l'autre des deux états, pourvu que ces actes aient été soumis aux droits de timbre, d'enregistrement ou à toute autre taxe ou imposition établie dans le pays où ils devront recevoir leur exécution.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leur navire, enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former, sauf dans les cas prévus par les lois commerciales des deux pays, aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les officiers et agents de la douane du pays, ne pourront, dans les ports où réside un consul ou un agent consulaire de l'un des deux états respectifs, opérer, ni recherches, ni visites (autres que les visites ordinaires de la douane) à bord des navires de commerce, sans en avoir donné préalablement avis au dit consul ou agent, afin qu'il puisse assister à la visite.

L'invitation, qui sera adressée à cet effet aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires, indiquera une heure précise, et, s'ils négligeaient de s'y rendre en personne, ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Il est bien entendu que le présent article ne s'applique pas aux mesures prises par les autorités locales, conformément au réglements de la douane et de la santé, lesquels continueront à être appliqués en dehors du concours des autorités consulaires.

Art. 11. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et réglements du pays.

Les consuls et vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de leur nation; en conséquence, ils régleront eux mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays, ou ne faisant pas partie de l'équipage, s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et renvoyer à bord, ou maintenir en état d'arrestation, tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que les dits agents le jugeront nécessaire.

Si l'arrestation devait être maintenue, les dits agents en donneront avis dans le plus bref délai possible, par une communication officielle aux autorités judiciaires compétentes.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, dont la désertion aurait eu lieu sur le territoire même de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux fonctionnaires compétents, et justifier, au moyen de la présentation des registres des bâtiments ou du rôle de l'équipage ou d'autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, le remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, aux dites autorités consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront détenus, sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu' au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier.

Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de trois mois à compter de jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, les dits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu la sentence, et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 13. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, viceconsuls et agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du pays dans lequel résideront les dits agents ou ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

Art. 14. Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des sujets de l'un des deux états fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront, dans la plus bref délai possible, porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la Russie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires d'Italie, et réciproquement toutes les opérations de sauvetage des navires russes qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Italie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Russie.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les deux pays, que pour assister l'autorité consulaire, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consul généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, ou de la personne qu'ils délégueront à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

Art. 15. Les consuls généraux, consuls, ainsi que le vice-consuls et agents consulaires, jouiront, dans les deux états et leurs possessions respectives, de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et priviléges, qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 16. La présente Convention restera en vigueur pendant dix années à dater du jour de l'échange des ratifications. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'avait notifié à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, l'intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera exécutoire pendant une année encore, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée. Les ratifications en seront échangées à St-Pétersbourg le plus tôt que faire se pourra et la Convention sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à St-Pétersbourg le *vingt-huit/seize* avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-quinze.

(L. S.) BARBOLANI. (L. S.) GORTCHACOW.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sottoscritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le pre-

senti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Torino, addì 17 del mese di luglio, l'anno del Signore 1875, vigesimo settimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

Relazione a S. M. *fatta dal Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro delle Finanze, in udienza del 26 settembre* 1875 :

SIRE,

Il fondo di lire 2,919,857 14 stanziato al capitolo n. 169, *Spese generali d'amministrazione (Asse ecclesiastico)*, del bilancio definitivo 1875 pel Ministero delle Finanze, si è già manifestato affatto insufficiente a far fronte, fino al termine dell'esercizio, alle varie esigenze cui è destinato.

Infatti i pagamenti disposti a tutto luglio ammontano alla somma di circa lire 2,166,000; e, mentre il rimanente fondo trovasi del tutto impegnato per spese in corso, rimangono tuttavia giacenti importanti richieste delle Intendenze di finanza affine di ottenere fondi a disposizione coi quali provvedere alle varie spese inerenti a quel capitolo.

Una tale insufficienza devesi principalmente attribuire alle restituzioni di somme indebitamente percette ed ai rimborsi di rate d'interessi di frutti agli investiti od ai compratori di beni provenienti dall'Asse ecclesiastico, la di cui importanza difficilmente può determinarsi all'epoca della compilazione dei bilanci, dipendendo in gran parte da fatti imprevedibili che si svolgono posteriormente.

Conviene per altro tener presente che fra le spese che ancora rimangono da farsi figura il non indifferente importo di quelle riguardanti regolarizzazioni del fondo di Cassa 1870 e retro, per le quali si avrà un corrispondente introito nelle riscossioni relative al bilancio dell'entrata.

L'esame portato sui resultati ottenuti a tutto luglio ha pertanto posto in evidenza che per assicurare il servizio medesimo sino alla fine dell'anno fa d'uopo accrescere il relativo fondo di una somma non minore di lire 500,000.

E poichè le spese contemplate in tal capitolo non possono, per la loro natura, essere dilazionate senza recare pregiudizio alle finanze dello Stato ed imbarazzo alla Amministrazione, il riferente è d'avviso che convenga in quest'emergenza valersi della facoltà concessa dall'art. 32 della legge di Contabilità generale; epperciò, al seguito anche di conforme deliberazione del Consiglio dei Ministri, rassegna alla firma della M. V. un decreto autorizzante il prelevamento dal fondo per le spese impreviste della somma di lire 500,000 da portarsi in aumento al surriferito capitolo n. 169 del bilancio definitivo 1875 pel Ministero delle Finanze.

Il Num. **2719** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 32 della legge 22 aprile 1869, num. 5026, sulla Amministrazione del Patrimonio dello Stato e sulla Contabilità generale;

Visto che sul fondo di lire 5,450,000 inscritto per le spese impreviste nel bilancio definitivo di previsione della spesa del Ministero delle Finanze pel 1875, in conseguenza delle prelevazioni di lire 3,260,616 92 fatte con precedenti decreti Reali, rimane disponibile la somma di lire 2,189,383 08;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Nostro Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Dal fondo per le *spese impreviste* inscritto al capitolo 178 del bilancio definitivo di previsione della spesa del Ministero delle Finanze pel 1875, approvato colla legge 2 luglio 1875, n. 2581 (Serie II), è autorizzata una *ventesima* prelevazione nella somma di lire cinquecentomila (L. 500,000) da portarsi in aumento al capitolo n. 169, *Spese generali di amministrazione (Asse ecclesiastico)*, del bilancio medesimo.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 26 settembre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

M. MINGHETTI.

NOMINE E PROMOZIONI

S. M., *sulla proposta del Ministro della Guerra, ha fatte le seguenti disposizioni:*

Con R. decreto del 10 agosto 1875:

Lembo Andrea, sottotenente di complemento 14° fanteria, dispensato dal servizio per volontaria dimissione.

Con RR. decreti del 23 agosto 1875:

Reina Alessandro, sottotenente di complemento 8° bersaglieri, rimosso dal grado;

Pieri cav. Gaetano, tenentecolonnello di riserva, rivocato e considerato come non avvenuto il R. decreto 15 luglio 1875 per la parte che riflette la di lui inscrizione nei ruoli degli ufficiali di riserva col grado di tenentecolonnello, inscritto nei ruoli degli ufficiali di riserva col grado di colonnello;

Massari Paolo, capitano di fanteria in ritiro, domiciliato in Roma, inscritto nei ruoli degli ufficiali di riserva col grado di capitano.

Con RR. decreti del 29 agosto 1875:

Gagliano Francesco, sottotenente di fanteria della milizia mobile Distretto di Salerno, cessa di appartenere alla milizia mobile ed è trascritto col medesimo grado nei ruoli degli ufficiali di complemento ed assegnato al Distretto di Salerno;

De Grossi cav. Domenico, maggiore di riserva (fanteria), revocato e considerato come non avvenuto il R. decreto 5 febbraio 1874 che lo nominò come sopra;

Tridenti Achille, già maresciallo d'alloggio dei Reali carabinieri congedato dall'esercito dopo 12 anni di servizio, domiciliato a Roma, nominato al grado di sottotenente e con tal grado inscritto nei ruoli degli ufficiali di riserva.

Con RR. decreti 5 settembre 1875:

Fucito Vincenzo, capitano di fanteria della milizia mobile Distretto di Avellino, cessa di appartenere alla milizia mobile ed è trascritto col medesimo grado nei ruoli degli ufficiali di riserva;

Alemanni Luigi, tenente di fanteria in ritiro, domiciliato in Avellino, inscritto nei ruoli degli ufficiali di riserva col grado medesimo;

Vitale Emanuele, sottotenente di fanteria dimissionario, domiciliato a Portogruaro, nominato al grado di sottotenente e con tale grado inscritto nei ruoli degli ufficiali di riserva;

Raynero Filippo, id. id. (bersaglieri) della milizia mobile, Distretto di Cosenza, dispensato dal servizio per volontaria dimissione.

Con RR. decreti 19 settembre 1875:

Cavalleri Richelmo, già sottotenente di fanteria (bersaglieri), dimissionato volontariamente, domiciliato a Milano, nominato al grado di tenente di complemento ed assegnato al 5° bersaglieri;

Vitale Emanuele, sottotenente di riserva, nominato col medesimo grado nell'arma di fanteria della milizia mobile ed assegnato al Distretto di Bari;

De Chiara Francesco, tenente medico di riserva, tolto dai ruoli degli ufficiali di riserva in seguito a sua domanda.

Con RR. decreti 26 settembre 1875:

Tomasi Giovanni Battista, sottotenente di fanteria (bersaglieri) della milizia mobile Distretto di Macerata, cessa di appartenere alla milizia mobile ed è trascritto collo stesso grado nei ruoli degli ufficiali di riserva;

Saltelli Corrado, id. di complemento 49° fanteria, rimosso dal grado;

Franchini Attilio, sottotenente di fanteria della milizia mobile Distretto di Forlì, dispensato dal servizio per volontaria dimissione;

Serafini Giacomo, id. id. (bersaglieri) Distretto di Trapani, id. id.;

Mazza Tito, id. id. id. Distretto di Padova, id. id.;

Boschetti Clemente, sottotenente di fanteria (bersaglieri) della milizia mobile Distretto di Caserta, cessa di appartenere alla milizia mobile ed è trascritto col medesimo grado nei ruoli degli ufficiali di complemento ed assegnato al Distretto di Caserta;

Porlezza Luigi, già tenente medico, dimissionato volontariamente, domiciliato a Drezzo (Como), nominato al grado di tenente medico ed è trascritto col medesimo grado nei ruoli degli ufficiali di complemento con assegnazione al Distretto di Como.

Con R. decreto 26 settembre 1875 a Ghigliano Giacomo Alberto, aiutante ragioniere geometra del genio militare, venne rettificato il suo casato in Ghigliani Giacomo Alberto.

Con R. decreto 3 ottobre corrente il capitano commissario Ambrosini cav. Giovanni Luigi fu collocato in aspettativa per riduzione di corpo, e il tenente commissario in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio Della Rovere cav. Vittorio fu richiamato in attività di servizio.

Con R. decreto 3 ottobre 1875 Quartini Leopoldo, archivista di 2ª classe al Ministero della Marina in aspettativa per motivi di salute, venne richiamato in attività di servizio dal 1° ottobre 1875.

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso di concorso.

Dovendosi provvedere alla nomina triennale di un medico visitatore di 3ª categoria coll'annuo assegno di lire 1000 per l'uffizio sanitario di Ancona, a termini del regolamento approvato con decreto Ministeriale 1° marzo 1864, è aperto un concorso per esame, il quale avrà luogo in Bologna.

Gli aspiranti a detto concorso dovranno far pervenire al Ministero dell'Interno, non più tardi del 15 novembre p. v., le loro istanze corredate dei documenti prescritti nell'articolo 2 del citato regolamento, di cui i concorrenti potranno prendere conoscenza presso le rispettive prefetture e sottoprefetture.

Roma, 9 ottobre 1875.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione
TARCHIONI.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Concorso per titoli al posto di professore straordinario alla cattedra di Patologia generale nella R. Università di Genova.

A forma dell'articolo 3° del regolamento per i concorsi a cattedre universitarie, approvato col Reale decreto 13 maggio 1875, è aperto il concorso per la nomina di un professore straordinario alla cattedra di Patologia generale nella R. Università di Genova.

Il concorso avrà luogo per titoli.

Le domande di ammissione al concorso dovranno presentarsi al Ministero della Pubblica Istruzione entro il giorno 30 del mese di novembre p. v.

I concorrenti dovranno unire alle domande i titoli che crederanno adatti a fornire informazioni sulla loro condotta morale, sulla loro attitudine didattica, e sulla loro vita scientifica; della quale dovranno inoltre presentare una succinta narrazione.

Roma, 29 settembre 1875.

Per il Direttore Capo della 3ª Divisione
Dott. L. ZANFI.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Concorso per titoli alla cattedra di Anatomia Umana nella R. Università di Torino.

A forma dell'articolo 3° del regolamento per i concorsi a cattedre universitarie, approvato con decreto Reale 13 maggio 1875, è aperto il concorso per la nomina del professore ordinario alla cattedra di Anatomia Umana nella R. Università di Torino.

Il concorso avrà luogo per titoli.

Le domande di ammissione al concorso dovranno presentarsi al Ministero della Pubblica Istruzione entro il giorno 30 del mese di novembre p. v.

I concorrenti dovranno unire alla domanda i titoli che crederanno adatti a fornire informazioni sulla loro condotta morale, sulla loro attitudine didattica e sulla loro vita scientifica; della quale dovranno inoltre presentare una succinta narrazione.

Roma, 29 settembre 1875.

Per il Direttore Capo della 3ª Divisione
Dott. L. ZANFI.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI BARI

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 31 ottobre 1875 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 207, nel comune di Amantea, prov. di Cosenza, coll'aggio lordo medio annuale di lire 1394 83.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo, corredata dei documenti comprovanti i requisiti voluti dall'art. 135 del regolamento approvato con R. decreto 24 giugno 1870, n. 5736, nonchè i titoli accennati nel successivo art. 136, modificato col R. decreto 5 marzo 1874, n. 1843, qualora ne fossero provvisti.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Bari, addì 8 ottobre 1875.

Il Direttore Compartimentale
G. MARINUZZI.

CONCORSO AL PREMIO *RIBERI*
relativo ai 20 *mesi decorrendi dal* 31 *marzo* 1875 *al* 30 *novembre* 1876

Programma.

Sarà aggiudicato un premio di lire 2000 alla migliore delle memorie redatte da medici militari sul tema seguente:

a) Considerare le malattie, la mortalità e le riforme nell'esercito italiano a confronto degli altri eserciti europei;

b) Indicarne, pel nostro esercito le principali cause e proporre i provvedimenti più opportuni per diminuire gli effetti di queste.

Condizioni del concorso:

1. Nessuna memoria, per quanto pregevole, potrà conseguire il premio se l'autore non avrà soddisfatto a tutte le esigenze del programma.

2. Le memorie non premiate potranno, ove ne sieno giudicate degne, conseguire una menzione onorevole.

3. Le dissertazioni dovranno essere inedite e scritte in lingua italiana, francese o latina, con caratteri chiaramente leggibili.

4. Potranno concorrere solamente i medici militari dell'esercito e della R. marina, in effettività di servizio, in aspettativa, in ritiro od ascritti alla milizia.

Sono eccettuati i membri del Comitato di sanità militare o della Commissione aggiudicatrice.

5. Ciascun concorrente contrassegnerà la sua memoria con una epigrafe, la quale verrà ripetuta sopra una scheda suggellata contenente il casato, il nome, il grado ed il luogo di residenza dello autore.

6. È vietata qualunque espressione che possa far conoscere l'autore; ove ciò succedesse, questi perderebbe ogni diritto al conseguimento del premio.

7. Verranno soltanto aperte le schede della memoria premiata e delle giudicate meritevoli di menzione onorevole; le altre schede saranno abbruciate senza essere aperte.

8. L'estremo limite di tempo stabilito per la consegna delle memorie all'ufficio del Comitato è il 30 novembre 1876; quelle che pervenissero in tempo posteriore saranno considerate come non esistenti.

9. La pubblicazione nel *Giornale di medicina militare* dell'epigrafe delle memorie presentate al concorso servirà di ricevuta ai loro autori.

10. Il manoscritto delle memorie presentate al concorso appartiene di diritto al Comitato con piena facoltà a questo di pubblicarlo per mezzo della stampa. L'autore però è altresì libero di dare, con lo stesso mezzo, pubblicità al proprio lavoro, anche emendato e modificato, purchè in questo caso faccia sì che da una prefazione o dal testo del libro si possano conoscere tutti gli emendamenti e le modificazioni introdottivi in tempo posteriore alla trasmissione del manoscritto al Comitato.

Il Presidente del Comitato di Sanità Militare
CORTESE.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

La stampa e l'opinione pubblica in Germania sono attualmente occupate di una quistione importante, cioè di un progetto di riforma del Codice penale; progetto che il governo di Berlino si propone di presentare al Reichstag nella prossima sessione legislativa. È piuttosto un complemento che una riforma; imperocchè il Codice non è cangiato, ma solo **vi si aggiungono 64 nuovi articoli**, l'idea dei quali venne suggerita al principe cancelliere dalla resistenza degli ultramontani, dal processo Arnim, dall'affare Duchesne, ecc.

A questo riguardo la esposizione dei motivi è importantissima. Vi si trovano esposte le ragioni che indussero il governo germanico a chiedere spiegazioni a quello del Belgio relativamente al Duchesne e alla nota proposta da costui fatta all'arcivescovo di Parigi; e vi si contengono pure le modificazioni, in numero di 470, che i vari Stati dell'impero proponevano d'introdurre nel Codice penale.

Fra gli articoli di questo progetto trovasi il seguente: « Qualunque ecclesiastico, che nell'esercizio delle proprie funzioni, o a ragione del suo impiego, avrà in un'assemblea qualunque, chiesa o luogo di riunione religiosa, alla presenza di più persone, abbia preso occasione dagli affari dello Stato per pronunziare allocuzioni o fare pubblicazioni giudicate pericolose per la pace pubblica, sarà condannato a due anni, al più, di carcere o di fortezza.

« Sarà passibile della stessa pena ogni ecclesiastico che, nell'esercizio delle sue funzioni, abbia propagato o pubblicato scritti politici reputati pericolosi ».

La Commissione finanziaria della Delegazione austriaca ha approvato il credito straordinario di otto milioni e mezzo per l'acquisto di nuovi cannoni; credito già precedentemente approvato anche dalla Delegazione ungarica. Il ministro della guerra ringraziò i componenti la Delegazione austriaca in nome dell'esercito, per le spese militari votate, soggiungendo che per lo avvenire l'esercito non si troverebbe una terza volta di fronte ad un nemico di forze superiori alle proprie. Su questo punto non vi sarà adunque più veruna divergenza fra le due Delegazioni, austriaca e ungarica, o tra queste e il ministro della guerra.

Sua Maestà l'imperatore d'Austria-Ungheria, in occasione delle feste celebrate a Czernowitz pel centenario dell'annessione della Bucovina all'Austria e per la inaugurazione della nuova Università, indirizzava al principe Auersperg la seguente lettera autografa: « Caro principe Auersperg; le unanimi dimostrazioni di lealtà e devozione colle quali la popolazione del mio ducato di Bucovina, e soprattutto il capoluogo della provincia, Czernovitz, celebrano il centenario dell'annessione della Bucovina ai paesi ereditari della mia casa mi cagionano una gioia sincera.

« Con una viva soddisfazione riconosco che i figli della Bucovina si sono sempre mostrati i valorosi e fedeli sostegni dell'imperatore e dell'impero nel decorso di questi anni, ed ora con lieto e benevolo animo ricevo le nuove manifestazioni di devozione che il paese mi ha date nell'occasione di questo anniversario.

« Vi incarico di esprimere all'intiera popolazione di questa provincia l'assicurazione della mia costante benevolenza imperiale e della mia paterna sollecitudine per la prosperità della sua cara patria ».

Si fa circolare la voce a Parigi che le sinistre dell'Assemblea hanno deciso di fare un'interpellanza sulla politica interna, fino dal 4 novembre, precisamente il giorno in cui si raccoglierà per la prima volta l'Assemblea. Quest'iniziativa avrebbe lo scopo di obbligare senz'altro il ministro dell'interno **ad avvicinarsi alla maggioranza costituzionale del 24**

febbraio oppure a ritirarsi. Qualche giornale ha perfino aggiunto che se le cose dovessero arrivare a questo punto, la crisi si produrrebbe in seno al gabinetto prima ancora di essere determinata dal voto che potrebbe essere emesso in seguito alla discussione. " In termini più o meno velati, scrive in proposito il *Moniteur Universel*, queste affermazioni mirano a far rivivere le voci, già le tante volte smentite, di pretesi dissensi che esisterebbero fra il vicepresidente del Consiglio e qualcuno dei suoi colleghi, alla testa dei quali si pone il ministro guardasigilli „.

Ora questa notizia sarebbe affatto priva di fondamento. " Parecchi membri della sinistra, prosegue lo stesso giornale, desiderano effettivamente di fare un'interpellanza sulla politica interna; ma queste sono aspirazioni particolari che non hanno fino ad ora potuto assumere il carattere d'un accordo generale per la semplice ragione che la maggior parte dei deputati della sinistra sono ancora nei loro dipartimenti e non hanno quindi potuto concertarsi sulla via da tenere nella sessione parlamentare che si aprirà appena fra una ventina di giorni.

" Bene è vero che i deputati della sinistra che si trovano a Parigi hanno comunicato le loro intenzioni a coloro dei ministri che per il loro passato sembravano promettere una accoglienza benevola a siffatte comunicazioni, ma noi crediamo sapere che sono stati assai poco incoraggiati a persistere nel loro progetto. Ci si assicura perfino che l'onorevole guardasigilli si è pronunciato nel modo più leale e categorico. Stando alle nostre informazioni, il sig. Dufaure avrebbe fatto intendere che, a suo avviso, l'interesse maggiore della prossima sessione consisterà nel dotare la Costituzione del 25 febbraio di tutto quanto le manca ancora per poter funzionare regolarmente, e che egli riguardava come indispensabile di non sollevare alcun incidente atto a provocare la quistione di gabinetto fino a tanto che la legge elettorale non sia votata.

" Il guardasigilli avrebbe perfino aggiunto che questa opinione era divisa dall'intiero gabinetto, e che tutti i ministri, senza eccezione, erano fermamente decisi di far causa comune col ministro dell'interno se le sinistre tentassero d'invertire l'ordine logico e necessario delle questioni, cioè a dire se esse ponessero la quistione di fiducia prima che la Costituzione potesse essere messa in atto in modo regolare e completo „.

I giornali francesi annunziano che una nuova ambasciata chinese si disponeva ad imbarcarsi a Shanghai per recarsi a Parigi. Questi inviati avrebbero per missione di stringere maggiormente i vincoli d'amicizia tra la Francia e l'impero cinese.

L'*Havas* reca i seguenti telegrammi:

" *Bajonna*, 12 ottobre. — Ecco il testo dell'ordine del giorno pubblicato dal generale Trillo il 9 ottobre:

" Siccome il nemico continua a bombardare Hernani e Guetaria, io sono obbligato a usare delle rappresaglie contro i villaggi che esso occupa e si trovano sotto il fuoco della nostra artiglieria. Ho deciso che i villaggi d'Usurbil, Lasarte, Urnieta, Ergobia e Astigarraga subiranno la stessa sorte.

" Per accordare, però, il tempo voluto dalle leggi della guerra perchè gli abitanti possano abbandonare i loro focolari, il bombardamento comincerà soltanto l'11 di questo mese, a otto ore di mattina, e continuerà fino a nuovo ordine, dalle sei della mattina, alle quattro pomeridiane. Dietro ordine continuerà anche durante la notte.

"I forti di Luzario, Fernandez e una batteria di otto centimetri posta nella torre dei Cinque Punti bombarderanno Usurbil. I forti di Oriamendij e Juyo dirigeranno il fuoco sopra Lasarte, Santa Barbara e Urnienta, e il forte di Ametzagana, con una batteria di dieci centimetri, tirerà su Ergobia e Astigarraga. „

" *Madrid*, 14. — I carlisti della Catalogna sono ridotti a 4000 e divisi in bande che si danno al saccheggio. Nelle provincie basche i carlisti sono quasi nella medesima situazione. Essi fortificano le montagne e vi fanno delle trincee, ma non sono in grado d'intraprendere un movimento offensivo a cagione delle fortificazioni costrutte dalle truppe regolari dirimpetto ai punti occupati dai carlisti. Nel resto della Spagna non vi ha più traccia di carlisti „.

Secondo l'*Imparcial* di Madrid, Saballs, che il telegrafo ci disse entrato in Francia con suo figlio, sarebbe caduto in tale disgrazia presso Don Carlos, che questi incaricò il generale carlista Arguelles di ricercarlo e ordinò fosse fucilato non appena venuto nelle mani dei carlisti.

Lo stesso giornale pubblica una sentenza pronunziata dai tribunali della provincia di Catalogna, che condanna Saballs a dieci anni di reclusione per furto commesso prima della insurrezione carlista. Saballs fuggì per sottrarsi alle conseguenze di questa sentenza; ma l'autorità giudiziaria chiederà la sua estradizione dal paese dove lo si sapesse rifugiato. Il suo comando fu dato al generale Tristany.

La *Liberté* pubblica il seguente dispaccio da Madrid, 12:

" Il maresciallo Serrano è stato ricevuto in udienza particolare dal re, che gli ha fatto un'eccellente accoglienza. Il maresciallo sembra deciso a prendere la direzione del partito più liberale della monarchia costituzionale.

" Gli elettori mostrano in ogni dove una grande sollecitudine per la rettificazione delle liste e si può esser certi che pochi si asterranno dal votare. Il partito costituzionale si raccoglie e assume un contegno benevolo verso il governo „.

Il generale Grant, presidente degli Stati Uniti, indirizzò la seguente risposta alla lettera con cui il suo segretario di Stato per gli affari interni domandava la sua demissione.

" Ho ricevuto a suo tempo la vostra lettera del 5 luglio, colla quale presentate la dimissione dall'ufficio di segretario per l'interno, e venne da me ritenuta sino ad oggi per la continua persecuzione che credo vi sia stata inflitta ingiustamente dalla pubblica stampa. Ho preso una decisione soltanto ora perchè si avvicina rapidamente il tempo in cui il segretario dell'interno dovrà cominciare i suoi lavori preparatorii per la relazione annuale che accompagnerà il messaggio del potere esecutivo al Congresso. Accetto quindi la vostra dimissione a datare dal 1° ottobre, lasciando poco più di due mesi al vostro successore prima della riapertura del Congresso.

" Nell'accettare la vostra dimissione non sono immemore del fatto che all'epoca della riunione del Congresso un anno fa mi diceste reputare necessario ritirarvi dal gabinetto e mi chiedeste se preferissi accettare la vostra dimissione affinchè il vostro successore potesse essere confermato dal Senato du-

rante la sessione scorsa, ovvero se preferissi lasciare il posto vacante. La mia risposta fu che avrei preferito che non deste affatto la vostra dimissione: questa era la mia opinione allora, ed ora, come in quell'epoca, vedo che avete sempre adempiuto i vostri doveri con abilità ed integrità. Confido sinceramente che l'avvenire vi farà ragione nella stima del pubblico e che continuerete a goderne la fiducia come lo avete fatto durante tanti anni di vita pubblica ed ufficiale „.

Questa lettera porta la data di Long Branch, 22 settembre 1875.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Brindisi, 14. — Sono arrivate questa mattina le due corazzate italiane *Maria Pia* e *Castelfidardo* per rendere gli onori al principe di Galles. Sono in vista due legni da guerra inglesi. Spira un forte vento di mezzogiorno.

Ragusa, 13. — Sei battaglioni di Nizam, partiti da Trebigne per Kleck, unitisi alle truppe, sbloccarono Kleck ed attraversarono Popovo, massacrando quelli che sapevano essere loro ostili.

Brindisi, 14. — Le due corazzate inglesi *Pallas* e *Invincible* sono arrivate alle 11 antimeridiane. Spararono 21 colpi di cannone che furono ricambiati dalle corazzate italiane. Alle 2 pomeridiane è giunto il magnifico legno inglese *Serapis* che si ancorò nel porto interno, lungo la banchina, aspettando l'arrivo del principe di Galles.

Torino, 14. — Il principe di Galles è arrivato alle ore 7 e fu ricevuto dal generale Dezza aiutante del Re, dal prefetto e da sir Paget. Il principe è alloggiato all'Hôtel Feder. S. A. ripartirà domani mattina.

Trieste, 14. — Questa mattina le piazze principali della città erano inondate in seguito ad uno straripamento del mare. Le comunicazioni fra i vari punti della città erano interrotte. A mezzodì le acque incominciarono a ribassare.

Belgrado, 14. — La *Gazzetta Ufficiale* annunzia che il principe ricevette in udienza particolare il conte Hunyady, inviato dall'imperatore d'Austria per assistere al matrimonio del principe. La *Gazzetta* ringrazia, in nome della nazione serba, l'imperatore per questa nuova prova di affetto e di alto onore.

Spira, 14. — La *Gazzetta del Palatinato* pubblica un documento giustificativo inviato dal vescovo di Spira al ministro dei culti riguardo all'incidente di Oggersheim. Il vescovo sostiene che l'istruzione del 1851 non è applicabile al vescovo di Magonza, il quale non è straniero, ma tedesco. Dice che anche per lo passato alcuni vescovi tedeschi avevano predicato in Baviera senza il permesso del re, quindi il silenzio di S. M. fu considerato come un permesso. Il vescovo domanda che il ministero presenti a S. M. questo documento giustificativo, affinchè il vescovo ritorni nelle buone grazie del re perdute ingiustamente.

Monaco, 14. — *Camera dei deputati.* — Continua la discussione dell'indirizzo.

In seguito ad alcuni attacchi del deputato clericale Schell contro i liberali, immischiandovi nella discussione la persona del re, i deputati liberali abbandonano la sala delle sedute.

Il presidente del ministero dichiara che anche i ministri sarebbero usciti dalla sala se l'avessero potuto fare.

Dopo che Schell fu richiamato all'ordine dal presidente, i deputati liberali rientrano nella sala.

Il ministero fa alcune dichiarazioni dicendo che adoperò soltanto i mezzi legali, ed agì solamente nell'interesse del paese.

Il progetto d'indirizzo è quindi approvato con 79 voti contro 76.

Londra, 14. — La Banca d'Inghilterra ha rialzato lo sconto al 3 1[2 per cento.

Magonza, 14. — Il *Giornale di Magonza* pubblica una lettera del vescovo, monsignor Ketteler, indirizzata al ministro bavarese Lutz, colla quale egli giustifica la sua partecipazione alla festa ecclesiastica di Oggersheim, adducendo gli stessi motivi contenuti nella lettera giustificativa del vescovo bavarese, monsignor Haneberg.

Parigi, 14. — *Seduta della Commissione di permanenza.* — Buffet annunzia che il governo, alla riconvocazione della Camera, proporrà che si ponga all'ordine del giorno la legge elettorale, e soggiunge che il governo credette utile di fare conoscere questa sua intenzione, affinchè i deputati siano esatti ad intervenire. Parlando quindi nuovamente della quistione sollevata ultimamente da Ploeuc, governatore della Banca di Francia, circa le false notizie dell'Erzegovina, Buffet dice che egli ricevette una lettera dei capi dell'agenzia telegrafica, Havas e Lebey, colla quale essi offrono di dargli comunicazione di tutti i loro dispacci per mostrare la riserva e la prudenza che tengono nelle loro comunicazioni ai giornali e come, specialmente per la Turchia, essi procurino sempre di informarsi ufficialmente o ufficiosamente con tutta la prudenza possibile.

Ploeuc replica che egli non volle designare l'Agenzia Havas, nè attaccare alcuno.

Lepère, membro della sinistra, domanda se il governo abbia preso qualche misura per tutelare gl'interessi dei capitali francesi impiegati negli affari ottomani.

Buffet risponde che il governo si preoccupa della situazione dei nostri nazionali e che il ministro degli affari esteri sta trattando in proposito colle altre potenze interessate.

Londra, 14. — Una riunione del Consiglio dei portatori delle obbligazioni straniere approvò la mozione di convocare i portatori delle obbligazioni turche per protestare contro il decreto del governo ottomano e studiare il mezzo migliore per proteggere gl'interessi dei portatori di dette obbligazioni.

Londra, 14. — Un dispaccio del sig. Wade, ministro inglese, in data di Pekino 7 ottobre, annunzia che il governo chinese accordò tutte le garanzie che egli domandava.

Dresda, 14. — Oggi ebbe luogo l'apertura della Dieta. Il discorso del trono dice che le relazioni col governo dell'impero sono amichevoli, e spera che continueranno ad essere tali anche per l'avvenire, e fa cenno della crisi commerciale, la quale continua, esprimendo la speranza che essa cesserà, se la pace sarà mantenuta ancora per lungo tempo.

NOTIZIE DIVERSE

Movimento dello stato civile in Roma. — Dalla rassegna settimanale del movimento dello stato civile e delle condizioni meteoriche di Roma, pubblicata per cura della Direzione di statistica comunale, apprendiamo che, nella settimana trascorsa dal 27 settembre al 3 ottobre corrente, sopra una popolazione di 256,153 abitanti si ebbero 53 emigrazioni, 110 immigrazioni, 30 matrimoni, 137 nascite e 156 morti.

Ove si avverta che negli ospedali morirono 48 persone, 19 delle quali non avevano residenza in Roma, e che fra i 108 morti a domicilio uno era di passaggio per la città, dalla cifra totale dei defunti converrà detrarre i 20 non residenti, e rimarranno 136 decessi che corrispondono alla media annua di 27,6 sopra ogni 1000 abitanti della popolazione stabile.

Nella settimana corrispondente del 1874 i matrimoni erano stati 34, le nascite 141 e 127 i decessi.

Le osservazioni meteoriche fatte al R. Osservatorio astronomico sul Campidoglio (all'altezza di metri 63,43 sul livello del mare)

constatano che dal 27 settembre a tutto il 3 ottobre la temperatura massima fu di 24,5 e di 8,7 la temperatura minima.

Congresso internazionale per la uniforme numerazione dei filati. — Lunedì sera, scrive il *Conte Cavour* di Torino del 13, il magnifico palazzo della Camera di commercio ed arti era in festa. L'atrio e le scale illuminate ed ornate di fiori, le ricche ed eleganti sale avevano bellissimo aspetto, il giardino fantasticamente illuminato presentava il più grazioso quadro ed appagava gradevolmente la vista.

La bandiera nazionale sventolava dal verone posto superiormente alla porta d'ingresso dalla via dell'Ospedale.

Gradatamente le sale si popolarono, e poco dopo le nove entrarono S. E. il Ministro dell'Agricoltura e del Commercio, senatore Finali, in compagnia del prefetto, comm. Zoppi, ricevuti dal presidente della Camera, cav. Lasagno.

Condotti nella sala elegantissima delle adunanze, seguiti da numerosa schiera di intervenuti al Congresso quali rappresentanti dei Corpi morali commerciali d'Italia e dell'estero, il cav. Lasagno, con opportuno discorso in lingua francese, dava il saluto del bene arrivati al Ministro ed ai rappresentanti.

Rispondeva pure in francese il cav. Pachez, presidente del Comitato permanente per la numerazione dei filati, sedente in Vienna, e ringraziando della cortese accoglienza, esternava la fiducia che i lavori del Congresso riusciranno efficacemente utili.

Vi furono quindi parecchie presentazioni di rappresentanti e di membri effettivi del Congresso a S. E. il Ministro, il quale si mostrò molto soddisfatto, e fece conoscere quanto sia il suo impegno per la buona riuscita di tutte le questioni in corso nell'interesse del commercio nazionale.

Ebbe luogo un lauto servizio di rinfreschi, e dopo le ore dieci gl'invitati si ritirarono.

La lieta riunione fu il preludio delle sedute del Congresso.

— Ieri, alle ore 10 precise antimeridiane, nelle dorate sale del piano terreno del palazzo Carignano, ebbe luogo la solenne apertura del Congresso, alla presenza di S. A. R. il Principe Eugenio di Savoia-Carignano e di S. A. R. il Principe Amedeo di Savoia Duca d'Aosta. Assistevano alla riunione il prefetto, il sindaco, consiglieri del municipio e della provincia, molti rappresentanti dei governi esteri, numerosi membri effettivi del Congresso, non pochi invitati ed alcune distinte signore.

L'inaugurazione del Congresso, a nome dei Principi, fu fatta da S. E. il Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio, senatore Finali, il quale con appropriato discorso accennò all'importanza delle questioni sottoposte alle decisioni del Congresso, nell'interesse del commercio internazionale, rivendicò all'Italia la priorità di aver sollevata la questione della numerazione uniforme dei filati, in occasione dell'inchiesta industriale.

Prese occasione per accennare ai trattati di commercio che si stanno rinnovando, e dichiarò che, se da una parte il Governo intende colle tariffe doganali far concorrere il commercio all'assetto della finanza pubblica, non intende però punto di declinare dal sistema della libertà commerciale iniziata in Torino dal Conte di Cavour per accedere ai sistemi di protezionismo.

Disse che ciò non sarebbe possibile in Italia, il paese di tutte le libertà.

Dopo l'applaudito discorso del Ministro, altro discorso fu pronunziato dal presidente del Comitato locale cav. Lasagno, il quale pure fu molto applaudito.

Si procedè quindi per acclamazione alla nomina del presidente del Congresso nella persona del cav. Pacher, presidente del Comitato centrale di Vienna e già presidente lo scorso anno del Congresso in Bruxelle. Egli con apposito discorso ringraziò della distinzione, e volle si estendessero i ringraziamenti del Congresso agli augusti Principi, i quali, compiuta la festa d'apertura, si sono ritirati, al prefetto, al Ministro, ed esternò il voto che gli omaggi del Congresso fossero portati a S. M. il Re.

S. E. il ministro Finali dichiarando che egli non avrebbe potuto assistere personalmente a tutte le sedute del Congresso, presentò come delegato del Governo l'onorevole deputato Robecchi, la cui presenza, trattandosi di persona intelligente della materia, sarà utile al Congresso.

L'onorevole Robecchi dichiarandosi grato all'onore che il Governo gli imparte, dice che egli, semplice industriale, è qui per imparare dai colleghi, ma si farà premura di rassegnare al Governo i voti e le deliberazioni del Congresso.

Proceduto si per votazione alla nomina di quattro vicepresidenti, riuscirono eletti i signori: Cantoni, industriale, console generale dell'impero austro-ungarico in Milano, con voti 62; Lasagno, presidente del Comitato locale del Congresso in Torino e presidente della Camera di commercio ed arti, con voti 58; Mullendorff di Verviers, nel Belgio, con voti 55; e Grothe, ingegnere, di Berlino, con voti 51.

Si procedè quindi alla nomina di quattro segretari, e riuscirono eletti i signori: Grou, di Copenaga; Duckerts, di Verviers; Persoz, di Parigi, e Musen, di Roubaix nel Belgio.

Apertasi la discussione sul modo di disporre i lavori del Congresso, si venne alla conclusione di nominare un Comitato nel quale fossero rappresentate le industrie della seta, della lana, del cotone; qual Comitato, eletto per acclamazione, è composto di circa dodici membri, i quali si radunarono ieri nelle ore pomeridiane per preparare l'ordine del giorno della seduta d'oggi, che è fissata alle ore 10 antimeridiane nelle sale a pian terreno del palazzo Carignano, cui si accede dalla piazza Carignano.

Oggi, alle ore 8 di sera, i membri del Congresso internazionale sono invitati, a cura della Camera di commercio ed arti, ad un pranzo, che ha luogo al grande albergo d'*Europa*, in piazza Castello.

— La sera di martedì l'onor. conte Rignon, sindaco di Torino, faceva le accoglienze più oneste e liete a molti illustri invitati ed ai membri del Congresso dei filati nella sua villa *Verrua*.

Alla splendida festa intervennero S. A. R. il Duca d'Aosta, accompagnato dal marchese Dragonetti, dal conte di Collobiano e da altri ufficiali d'ordinanza — S. E. il comm. Finali, Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio, — alcuni senatori del Regno e deputati del Parlamento nazionale — il prefetto di Torino — il luogotenente generale Cadorna —, parecchi consiglieri del municipio e della provincia — alcuni generali dell'esercito — i comandanti e parecchi ufficiali del presidio stanziato nella città nostra, i rappresentanti della stampa — alcuni funzionari del municipio e molti ragguardevoli cittadini.

Gli onori di casa vennero fatti colla più squisita gentilezza dalla egregia contessa Rignon.

Le eleganti sale della villa *Verrua* erano splendidamente addobbate. L'ampio parco era rischiarato da fiammelle a vari colori.

Or mentre gli illustri invitati stavano conversando nelle sale che mettono nel sottoposto giardino del parco, la valente musica della Guardia Nazionale eseguiva assai liete e svariate armonie, tra cui la stupenda sinfonia della *Semiramide*, dello immortale cigno Pesarese, un *valtzer* del Franceschi, il *Fremesberg* del Hoennemann, il gran finale del secondo atto dell'*Aida* del Verdi, e una bellissima *polka* dello Strauss.

La scena istrumentale del *Fremesberg*, distinta in quattro parti, venne maestrevolmente diretta ed eseguita, ed ebbe meritamente gli applausi dei personaggi convenuti alla sontuosa festa.

VALFREDO* 67

STORIA PATRIOTTICA DI UNA FAMIGLIA

narrata da

BERTOLDO AUERBACH

Traduzione fatta col consenso dell'autore

LIBRO SESTO

CAPITOLO I.

" Sangue freddo, affrontare le palle, questo è coraggio! „ Così aveva Ernesto gridato ai suoi camerati. Io stesso doveva ciò verificare.

Dopo che Ernesto ebbe dato l'ultimo respiro, non so quello che per un tempo assai lungo è avvenuto di me e intorno a me.

Solo questo io so, che mi sono ritrovato in letto, dietro una cortina a fiori turchini, e che io non poteva tenere per lungo tempo aperti gli occhi, perchè quei fiori turchini su fondo bianco mi facevano un singolare effetto, come di figure diverse e strane, che cambiavano rapidamente forma, e su di me si precipitavano.

Credo che realmente io non era ammalato, ma solo straordinariamente oppresso da stanchezza; e in questo stato io non poteva ordinare i miei pensieri. Io provava una riconoscenza infantile verso ogni cosa: verso la porta che stava chiusa, il fuoco che riscaldava il letto che mi sosteneva, e senza il quale non avrei potuto reggermi.

Mi ricordo che più volte Berta e più volte Annetta si accostarono al mio letto: ma quasi sempre stava accanto a me il mio nipote Volfango.

Fra i travagli di questa guerra e nella incessante attività in cui era, Volfango era quasi divenuto già un uomo. Erasi fatto più complesso e robusto, ed aveva acquistato una voce virile.

— Ora sta bene, nonno, che torni a chiamarmi col mio nome; finora tu mi hai sempre chiamato Ernesto.

Così mi disse un dì Volfango, e da quell'istante mi trovai sempre meglio. Mi parve di essere stato avvolto fra dense nubi, scomparse le quali pervenni gradatamente a veder chiaro ed a rammentare i casi passati.

— Ernesto è egli seppellito?

— Sì, nonno.

Allora pregai Volfango di narrarmi ciò che da quell'istante avvenne dopo che io svenni, e soprattutto mi dicesse che cosa era avvenuto di Martella.

— Nonno! — esclamò Volfango — a te non devo esporre che la verità: Martella non è più da Ernesto separata. Compiè anch'ella la sua carriera mortale.

Mi parve che nuovamente mi si addensassero davanti agli occhi le negre nuvole; ma la mia Augusta da quelle nubi mi lanciò un risplendente sguardo, che voleva dire:

— Ella rimase fedele sino alla morte.

Volfango mi prese la mano, e la vigorosa mano del giovinetto mi diede nuovo vigore.

Lo pregai che raccontasse; ed egli cominciò:

— Dopo che, nonno, ti avemmo trasportato nell'alloggio di Annetta, la quale prevedendo qualche cosa di increscevole ci era venuta incontro per un certo tratto di strada, riflettemmo bentosto che, per l'affannosa cura che avevamo di te, niuno rimase per dare assistenza a Martella; ed ella non era venuta dietro a noi. Rothfuss disse che non poteva badarle, dovendo egli restare col padrone; Ikwarte ha i nervi di acciaio. A me sembrava che gli occhi uscissero infuocati dalle orbite; tanto io era affaticato che mai non mi ricordo di esserlo stato cotanto; ma ritornai con lui al campo di battaglia; io camminava come uomo quasi addormentato.

Qui Volfango rabbrividì e tacque per un istante; quindi proseguì:

— Noi già conoscevamo il luogo dove giaceva Ernesto, e lo trovammo ben presto. La luna risplendeva mirabilmente sul volto di lui; presso a Ernesto stava giacente, immobile, la Martella. Essa lo abbracciava strettamente tenendo le sue guancie sulle guancie di lui, e sulle mani di lui teneva le proprie mani. È forse morta? dissi tra me. Mi chinai; Martella traeva grave il respiro. La chiamai per nome.

— Ah! nonno mio! — continuò a dire Volfango — quale occhiata mi fissò ella in volto! Qui ci fe cenno di tacere; essa quindi mormorava:

— Presto si riscalderà; ben tosto, ben tosto.

Le dissi di venire con noi; ma ella:

— O Volfango — mi disse, — tu sei buono; portami del miele selvatico. Aspetta, Ernesto! il tuo nipote, il figlio del tuo fratello qui viene e ti porta del miele selvatico, come una volta, sai! E qui tengo io la tua coppa di archibugiere.

Le rivolsi la parola, ed ella rispose:

— Tu hai la voce della madre. Madre, chiama Ernesto; gridagli: *Alzati!*

Ella si gettò nuovamente a terra accanto al corpo di Ernesto; io la chiamai sollecitandola a rialzarsi ed a venire con noi. Allora ella disse:

— Tu ben vedi, egli non può ancora alzarsi. Ma verrò teco. Tu hai la voce della madre.

Volfango, continuando il suo racconto, disse:

Pareva ch'ella più non pensasse al morto; venne meco e si lasciò condurre per mano. Ma ad un tratto dà uno strappo e si divelle dalla mia mano gridando:

— Voi lo lasciate giacere colà solo sulla nuda terra, con questa notte fredda! — Quindi cadde svenuta. Cercammo di farle inghiottire alcune goccie di un liquido esilarante; ma ella teneva strettamente chiusa la bocca; io le vedeva il petto ansante; finalmente riuscì a Ikwarte di farle ingollare un sorso. Frattanto la trasportammo fino ad una casa vicina, la quale era crivellata di palle. Le porte erano state tolte via e servivano ad uso di barelle. Deponemmo Martella presso al focolare. Mi venne fatto di raccogliere legna e di accendere un po' di fuoco.

— Come buono! come caldo! — esclamò ella al veder sollevarsi quella lingua di fiamma. Allora le si schiusero affatto i denti. Noi sperammo che Martella, come riscaldata fosse, avrebbe potuto venire con noi.

— Che avvenne? — chiesi a Volfango.

Ella stette colà seduta, coi gomiti appoggiati sulle ginocchia, coprendosi con ambe le mani il volto. A un tratto ella uscì a dire:

— Volfango, non allontanarmi da te! Tu sei buono; tu sei figlio del fratello suo. Non allontanarmi da te! Dimmi, quant'anni sono trascorsi dacchè egli è morto? O Ernesto, non ritorni tu? Che debbo io fare su questa terra, dove tu

non sei? Madre nostra, Ernesto è ora con te. Tu non abbisogni di lui; mandamelo qui; egli è mio. Io non ho più nulla in questo mondo. Anche il mio cane è morto; le mie calze rosse, anche queste non le hò più! Ah! io era così allegra! Martella è perduta! Cercate là nel bosco, certo va a cogliere il miele selvatico! Non udite il grido del cucolo?

— Poi, mirando come fuor di senno le fiamme, prese a gridare:

— I miei occhi bruciano; essi son fuoco! fuoco! Non posso piangere! O Ernesto, Ernesto!

— Quindi si strappò la tasca dalla cintura, lacerò il decreto di grazia, che il principe le aveva dato per Ernesto, ed esclamò:

— Tutto deve ardere, tutto, come ardono gli occhi miei. Vieni, Altezza! guarda! ecco il tuo scritto in cenere!

— Frattanto spuntò l'aurora — proseguì a dire Volfango — dalla porta che era aperta vedemmo uomini che passavano con una bara.

— Ivi è il signor Rautenkron! — disse Ikwarte. Martella precipitò fuori e vide quegli uomini che portavano il cadavere di Ernesto; ella si fece loro incontro, si gettò sulla bara gridando:

— Mio Ernesto! tu sei morto! — E poi le eruppe dal petto un terribile grido che rintronò per la solitaria campagna; e, premendosi la mano sul petto, un torrente di lagrime le inondò le gote. Poi svenne ad un tratto e cadde boccone sul corpo di Ernesto. Tra quella gente si trovava un medico; questi le pose la mano sul cuore; le ascoltò il respiro; ella non respirava più. Allora Rautenkron:

— Figlia mia! — gridò — figlia mia! — ma ella più non l'udì!

Questo fu il racconto di Volfango. La sua mano teneva stretta la mia; e a me pareva che quella sua mano mi trattenesse in vita.

Finalmente potei dire:

— E Rautenkron! che cosa ne è avvenuto?

— Invecchiò a un tratto; gli si fecero bigi i capelli, le guancie cadenti, gli occhi smorti. Si pose a sedere sul terreno, guardò fisso i cadaveri; non disse motto; poi ruppe in lagrime; tutti noi lo sollecitavamo ad entrare nella capanna a cercare ristoro; nulla rispondeva. Finalmente si rialzò, si tirò sul capo il cappuccio del mantello, si accese un sigaro e disse a me di rimanere; chè egli verrebbe presto. E infatti, dopo pochi istanti ritornò con pala e zappa. Egli stesso scavò la fossa e dentro vi collocò Ernesto e Martella.

— Dove è Rautenkron? — interrogai nuovamente.

— Come fu ricoperto il tumulo, scomparve. Solo più tardi abbiamo saputo qual fine egli si ebbe. Ti ricordi che i nostri avevano conquistato ed occupato la città vicina, ma che i Francesi possedevano ancora la cittadella che dominava la città; ed eranvisi trincerati siffattamente che pareva impossibile cacciarneli fuori. Rautenkron ivi si esibì come volontario per andare in cerca delle mine che senza dubbio erano sparse sotto la cittadella. Nessuno comprende come mai abbia egli potuto procurarsi l'ingresso; ma il fatto è che nel giorno successivo saltarono in aria i magazzini di polvere esistenti nei sotterranei; ne andò distrutta buona parte del castello, rimasero uccisi molti francesi, e il castello stesso venne allora espugnato. Si fecero diligenti ricerche di Rautenkron, ma nessuna traccia di lui fu trovata; e siccome finora nulla più se ne è saputo, perciò punto non si dubita ch'egli sia rimasto seppellito sotto le rovine.

(*Continua*)

BORSA DI PARIGI — 14 *ottobre*.

	13	14
Rendita francese 3 0[0	65 25	65 20
Idem 5 0[0	104 50	104 50
Banca di Francia	— —	— —
Rendita italiana 5 0[0	73 —	73 15
Idem 5 0[0	— —	— —
Ferrovie Lombarde	235 —	238 —
Obbligazioni Tabacchi	— —	— —
Ferrovie Vittorio Emanuele (1863)	216 —	215 —
Ferrovie Romane	62 —	62 —
Obbligazioni Lombarde (God. luglio 1875)	237 -	237 —
Obbligazioni Romane	225 —	225 —
Azioni Tabacchi	— —	— —
Cambio sopra Londra, a vista	25 21	25 22 1[2
Cambio sull'Italia	7 —	7 —
Consolidati inglesi	93 15[16	93 15[16

BORSA DI LONDRA — 14 *ottobre*.

	13		14	
	da	a	da	a
Consolidato inglese	93 7[8	94 —	93 7[8	94 —
Rendita italiana	72 3[4	— —	72 3[4	— —
Turco	27 1[2	28 —	27 1[8	27 1[4
Spagnuolo	18 —	18 1[4	18 —	18 1[4
Egiziano 1868	— —	— —	— —	— —
Egiziano 1873	66 1[4	— —	65 1[8	— —

BORSA DI BERLINO — 14 *ottobre*.

	13	14
Austriache	488 50	488 50
Lombarde	185 —	186 50
Mobiliare	362 50	362 —
Rendita italiana	72 10	72 —

BORSA DI VIENNA — 14 *ottobre*.

	13	14
Mobiliare	208 10	207 30
Lombarde	107 —	108 25
Banca Anglo-Austriaca	105 10	104 20
Austriache	277 50	274 50
Banca Nazionale	924 —	924 —
Napoleoni d'oro	8 97	8 98
Argento	102 50	102 65
Cambio su Parigi	44 40	44 45
Cambio su Londra	112 45	112 45
Rendita austriaca	74 10	74 05
Rendita austriaca in carta	70 10	70 —
Union-Bank	88 50	88 80

BORSA DI FIRENZE — 14 *ottobre*.

	13		14	
Rend. it. 5 0[0 God. 1° genn. 1876	76 50	nominale	76 40	nominale
Napoleoni d'oro	21 49	contanti	21 48	contanti
Londra 3 mesi	26 94	»	26 93	»
Francia, a vista	107 35	»	107 40	contanti
Prestito Nazionale	53 50	nominale	— —	
Azioni Tabacchi	826 —	»	826 —	nominale
Azioni della Banca Naz.	1995 —	»	1995 —	»
Ferrovie meridionali	352 —	nominale	352 —	»
Obbligazioni meridionali	— —		230 —	»
Banca Toscana	1129 —	nominale	1130 —	nominale
Credito Mobiliare	742 —	»	742 —	»

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 14 ottobre 1875 (ore 16 40).

Mancano notizie di Sicilia e Calabria Inferiore. Tirreno grosso, burrascoso a Procida. Adriatico agitato e grosso. Venti forti di mezzogiorno e libeccio. Fortissimi o violenti a Napoli, sul suo golfo e sul canale d'Otranto. Barometro sceso fino a 10 mm., tranne nelle Puglie e a Taranto. Scirocco fortissimo e mare grosso a Lesina. Mare burrascoso a Soulino, maestrale tempestoso sul golfo di Guascogna. Ieri e nella notte scorsa forti temporali e burrasche in molti paesi della penisola. Sempre minacce di tempo burrascoso e di venti impetuosi.

Osservatorio del Collegio Romano — 14 ottobre 1875.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^m, 65.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	739,7	741,1	740,6	740,4
Termomet. esterno (centigrado)	16,1	18,2	16,2	13,9
Umidità relativa...	99	69	89	97
Umidità assoluta...	13,47	10,75	12,25	11,42
Anemoscopio.........	SO. 14	S. SO. 8	S. 6	NE. 5
Stato del cielo.......	0. brutto	0. coperto	0. piove	0. piove

OSSERVAZIONI DIVERSE

Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)
Termometro: Massimo = 18,9 C. = 15,1 R. | Minimo = 13,6 C. = 10,9 R.
Pioggia in 24 ore 68 mm., 6, 54 mm., 5 sono caduti nella notte, il rimanente da un'ora e tre quarti pom. alle 9 della sera del 14.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA
del dì 15 ottobre 1875.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0[0	1° semestre 1876	—	—	76 42	76 37	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0[0	1° aprile 1876	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0[0	4° trimestre 1875	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detti Emissione 1860/64	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	80 40
Prestito Romano, Blount	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	77 70
Detto detto Rothschild	1° giugno 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	79 30
Prestito Nazionale	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regia Cointeressata de'Tabacchi	1° luglio 1875	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette 6 0[0	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	—	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Romana	—	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1440
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	483 —
Società Generale di Credito Mob. Ital.	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Cartelle Credito Fond. Banco S. Spirito	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Compagnia Fondiaria Italiana	1° luglio 1875	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	1° ottobre 1865	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° luglio 1875	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per 100 (oro)	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Romana per l'ill. a Gas	1° gennaio 1875	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	540 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Industriale e Commerciale	—	250 —	175 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Italo-Germanica	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	— —	— —	— —
Marsiglia	90	106 30	106 —	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	26 95	21 90	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 franchi	— —	21 50	21 48	— —
Sconto di Banca 5 0[0	— —	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

Il Sindaco: A. Pieri.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ROMA

AVVISO D'ASTA (N° 491)

per la vendita di beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, num. 3036, e 15 agosto 1867, numero 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 11 antim. del giorno 2 novembre 1875, nell'ufficio della Regia pretura in Veroli, alla presenza d'uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. Gl'incanti si terranno per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato, a garanzia della sua offerta, il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà esser fatto sia in numerario o biglietti di Banca in ragione del 100 per 100, sia in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa a norma dell'ultimo listino pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* anteriormente al giorno del deposito, sia in obbligazioni ecclesiastiche al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte, delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10ª dell'infrascritto prospetto.

5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella col. 9ª in conto delle spese e tasse relative, salvo la successiva liquidazione.

Le spese di stampa staranno a carico dei deliberatari per i lotti loro rispettivamente aggiudicati; avvertendo che la spesa d'inserzione nella gazzetta provinciale è solamente obbligatoria per quei lotti il cui prezzo d'asta superi le L. 8000.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane nell'ufficio del Registro in Veroli.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie gravanti gli stabili rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

AVVERTENZA. — Si procederà ai termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro, o con altri mezzi si violenti, che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° d'ordine del presente	N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	DESCRIZIONE DEI BENI — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura locale	PREZZO di incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	MINIMUM delle offerte in aumento sul prezzo di stima
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	4346	4998	Nel comune di Veroli — Provenienza dal Capitolo cattedrale di Veroli — Terreno seminativo, vignato ed olivato, in vocabolo Pastena, confinante coi beni della Mensa Vescovile, di Mazzioli e colla strada, in mappa sez. II, nn. 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, con l'estimo di scudi 628 70. — Terreno seminativo, vignato ed olivato, in vocabolo Pastena, confinante coi beni di Quadrozzi, di Darci, del Demanio e colla strada, in mappa sez. VIII, numeri 166, 167, 174, 176, con l'estimo di scudi 317 59. — Totale estimo, scudi 946 29. Affittati con altri beni al marchese Campanari	4 28 50	42 85	10270 05	1027 01	500	100
2	4347	4248	Nel comune come sopra — Provenienza dal Capitolo di 1ª erezione di Sant'Erasmo in Veroli — Terreno a pascolo, in vocabolo Femmina Morta, confinante colla strada e col fosso, in mappa sez. VI, n. 1, con l'estimo di scudi 0 16. — Terreno a pascolo, in vocabolo suddetto, confinante colla strada e col fosso, in mappa sez. VI, num. 3, 6, 7, 9, con l'estimo di scudi 0 26. — Terreno a pascolo e seminativo, in vocabolo suddetto, confinante colla strada e col fosso, in mappa sez. VI, nn. 4, 5, 10, 11, 12, 13, 247, con l'estimo di scudi 1 93. — Terreno a pascolo e seminativo con casa colonica, in vocabolo suddetto, confinante coi beni di Diamanti Agnesi, del Capitolo di S. Andrea e colla strada del limite comunale, in mappa sez VI, nn. 2, 8, 14, 18, 19, 22, 26, 29, 31, 32, 36, 40, 47, 48, 49, 51, 195, 196, 244, 309, 310, 311, con l'estimo di scudi 298 81. — Terreno a pascolo e seminativo, in vocabolo suddetto, confinante colla strada e col fosso, in mappa sez. VI, nn. 15, 27, 28, 30, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 42, 43, 44, con l'estimo di scudi 54 41. — Terreno a pascolo, in vocabolo suddetto, confinante colla strada e col fosso, in mappa sez. VI, n. 16, con l'estimo di scudi 0 03. — Terreno a pascolo, in vocabolo suddetto, confinante col fosso e colla strada, in mappa sez. VI, num. 17, 20, 21, 23, 24, 25, con l'estimo di scudi 0 15. — Terreno a pascolo, in vocabolo suddetto, confinante colla strada e col fosso, in mappa sez. VI, n. 52, con l'estimo di scudi 0 07. — Terreno a pascolo, sito in contrada Masena, confinante coi beni di Campanari Giorgio, delle Benedettine e colla strada, in mappa sez. VI, n. 68, con l'estimo di scudi 0 11. — Totale estimo, scudi 355 93. Affittati a Percibelli Arcangelo e Politi Erminio	306 24 »	3062 40	8986 19	898 62	450	50

5334 Roma, addì 12 ottobre 1875.

L'Intendente: CARIGNANI.

DIREZIONE DEL BANCO DI NAPOLI

Il signor Ernesto Zocchi ha dimandato al Banco di Napoli il rimborso di lire trentotto e centesimi 50, valuta di un polizzino disperso, che egli aveva formato in testa sua nella Cassa del detto Banco in Roma il 15 settembre prossimo passato.

Chiunque vi abbia dritto lo dichiari fra quindici giorni dalla presente pubblicazione 5362

PROVINCIA DI ROMA — COMUNE DI ROCCALVECCE

Il Sindaco di Roccalvecce rende noto che trovasi depositato nell'ufficio comunale per giorni 15 dalla data del presente avviso il progetto di sistemazione della strada comunale obbligatoria da Roccalvecce alla consorziale Teverina, redatto di ufficio.

S'invita pertanto chiunque abbia a fare reclami a volerli presentare a questo ufficio nel termine suindicato.

5364 Roccalvecce, 10 ottobre 1875.

Il Sindaco: MARCO ANDOLFI.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE

AVVISO D'ASTA.

Essendo riesciti infruttuosi gli incanti esperimentati addì 21 settembre p. p. e 6 ottobre volgente per l'appalto dei dazi di consumo nei comuni aperti non abbuonati della provincia di Reggio d'Emilia, addì 17 settembre ed 11 ottobre per quelli della provincia di Modena, ed il dì 9 ottobre volgente per quelli della provincia di Parma, si rende pubblicamente noto che, a seguito di offerta per l'appalto complessivo di tutti detti comuni qui in seguito descritti, verrà aperto un nuovo incanto alle seguenti condizioni:

1° L'appalto verrà fatto per 5 anni dal 1° gennaio 1876 al 31 dicembre 1880;

2° Il canone annuo d'appalto sulla base del quale verrà aperta l'asta è di lire duecentomila (L. 200,000).

3° Gli incanti si faranno per mezzo di offerte segrete presso il Ministero delle Finanze - Direzione Generale delle Gabelle - in Firenze, nei modi stabiliti dal vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, aprendo l'asta ad un'ora pomeridiana del giorno di lunedì 25 ottobre 1875.

4° Chiunque intenda concorrere all'appalto dovrà unire alla scheda d'offerta la prova di aver depositato a garanzia della medesima in una delle Tesorerie provinciali di Firenze, Modena, Parma o Reggio d'Emilia una somma eguale al dodicesimo del canone annuo sulla base del quale viene aperto l'incanto, e cioè la somma di L. 16,666 in numerario, biglietti di Banca od in titoli di rendita del consolidato 5 o 3 per cento inscritti nel Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia; questi ultimi saranno valutati al valore di Borsa in corso nel giorno in cui si effettua il deposito.

5° L'offerente dovrà inoltre nella scheda di offerta indicare non solamente il domicilio da lui eletto nella città di Firenze, ma dovrà anche obbligarsi a delegare in ciascuna delle città di Parma, Reggio d'Emilia e Modena il proprio rappresentante legale per ciascuna di dette provincie, affinchè gli uffici amministrativi locali possano esercitare le loro attribuzioni a fronte dell'appalto, e ciò anche per gli effetti del disposto dal regolamento di Contabilità.

Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare.

Presso tutte le Intendenze di Finanza del Regno saranno ostensibili i capitolati d'oneri che debbono formare legge del contratto d'appalto.

6° Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 2 di novembre p. v., ad un'ora pom., il periodo di tempo utile per la presentazione delle offerte in aumento non inferiori al ventesimo del prezzo di aggiudicazione, a termini dell'articolo 98 del regolamento di Contabilità.

7° Qualora vengano presentate in tempo utile offerte ammissibili, a termini dell'art. 99 del regolamento succitato si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto da tenersi il giorno otto del mese di novembre prossimo venturo, ad un'ora pomeridiana, col metodo dell'incanto precedente.

8° Entro dodici giorni dalla data del deliberamento definitivo dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire presso la Direzione Generale delle Gabelle in Firenze alla stipulazione del contratto a norma dell'articolo 5 del capitolato d'oneri, al quale capitolato sarà aggiunto un articolo addizionale nel senso del primo alinea del § 5 del presente avviso.

9° La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento di Contabilità.

ELENCO DEI COMUNI COMPRESI NELL'APPALTO.

Provincia di Reggio d'Emilia.

1. Boretto - 2. Brescello - 3. Campagnola - 4. Gualtieri - 5. Novellara - 6. Poviglio - 7. Rio Saliceto - 8. Albinea - 9. Bagnolo in Piano - 10. Baiso - 11. Bibbiano - 12. Busana - 13. Cadelbosco Sopra - 14. Campegine - 15. Carpineti - 16. Casalgrande - 17. Casina - 18. Castellarano - 19. Castelnovo di Sotto - 20 Castelnovo nei Monti - 21. Cavriago - 22. Collagna - 23 Gattatico - 24. Ligonchio - 25. Montecchio - 26. Ramiseto (già Pieve S. Vinc.) - 27. Rubiera - 28. San Martino in Rio - 29. Sant'Ilario d'Enza - 30. Scandiano - 31. Toano - 32. Vetto - 33. Vezzano - 34. Viano - 35. Villa Minozzo.

Provincia di Modena.

1. Cavezzo - 2. Medolla - 3. Mirandola - 4. Novi di Modena - 5. Fiorano Modenese - 6. Marano sul Panaro - 7. San Cesario sul Panaro - 8. Savignano - 9. Vignola - 10. Fanano - 11. Fiumalbo - 12. Frassinoro - 13. Guiglia - 14. Lama-Mocogno - 15. Montefestino - 16. Montecreto - 17. Montefiorino - 18. Montese - 19. Pavullo - 20. Pievepelago - 21. Polinago - 22. Prignano sulla Secchia - 23. Riolunato - 24. Sestola - 25. Zocca.

Provincia di Parma.

1. Colorno - 2. Corniglio - 3. Cortile San Martino - 4. Fornovo di Taro - 5. Golese - 6. Lesignano dei Bagni - 7. Lesignano di Palmia - 8. Mezzani - 9. Monchio - 10. Montechiarugolo - 11. Neviano degli Arduini - 12. Palanzano - 13. San Pancrazio Parmense - 14. Solignano - 15. Tizzano Val Parma - 16. Torrile - 17. Traversetolo - 18. Varsi - 19. Busseto - 20. Fontanellato - 21. Fontevivo - 22. Medesano - 23. Noceto - 24. Pellegrino Parmense - 25. San Secondo Parmense - 26. Sissa - 27. Salsomaggiore - 28. Trecasali - 29. Varano Melegari - 30. Albareto di Borgotaro - 31. Bedonia - 32. Berceto - 33. Compiano - 34. Tornolo - 35. Valmozzola.

Il presente avviso sarà pubblicato in Firenze, in Reggio d'Emilia, Modena e Parma, nonchè nei capiluogo di circondario delle provincie di Reggio d'Emilia, Modena e Parma, nei comuni da appaltarsi e nelle principali città del Regno, e sarà inserto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* ed in quelle delle provincie di Reggio d'Emilia, Modena e Parma nelle quali vengono fatte le pubblicazioni legali.

Dalla Direzione Generale delle Gabelle,
Firenze, li 12 ottobre 1875.

5385 *Il Direttore Capo della Divisione* 2ª: CASTORINA.

SEZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE DI CASERTA

AVVISO D'ASTA.

Si avverte che nel giorno di giovedì 21 del corrente mese, alle ore 11 antimeridiane, avrà luogo presso questa Sezione, in via Municipio, n. 101, secondo piano, avanti il signor maggiore commissario caposezione, un pubblico incanto, mediante partiti segreti, per la provvista di grano occorrente per l'ordinario servizio dei panifici militari di Caserta, Capua e Gaeta, cioè:

LOCALITÀ nella quale dovrà essere consegnato il grano	Grano da provvedersi		Num. dei lotti	Quantità per ogni lotto *Quintali*	Cauzione per ogni lotto	Rate di consegna	Tempo utile per la consegna
	Qualità	Quantità totale *Quintali*					
Nel panificio militare di Caserta	Nostrale da crivellare	3500	35	100	200	3	La 1ª rata di quintali 1166 dovrà effettuarsi entro 10 giorni a partire da quello successivo alla data dell'avviso di approvazione del contratto. Le altre due rate di quintali 1166 e 1668 si dovranno egualmente consegnare in 10 giorni coll'intervallo di 10 giorni dopo l'ultimo del tempo utile tra una consegna e l'altra.

Il grano da provvedersi dovrà essere del raccolto dell'anno 1875, ed avere un peso netto non minore di chilogrammi 76 per ettolitro; dovrà poi risultare per essenza, qualità e bontà in condizione eguale al campione, visibile presso questa Sezione.

I capitoli generali e parziali d'appalto, che riflettono l'impresa e che faranno parte integrante del contratto, sono visibili presso questa Sezione e presso tutte le Direzioni di Commissariato militare del Regno.

Potranno essere presentate offerte per uno o più od anche per tutti i 35 lotti.

Le offerte dovranno essere incondizionate, firmate, suggellate e compilate su carta bollata da lira una, sotto pena di nullità.

Per essere ammessi all'asta dovranno gli accorrenti esibire la ricevuta del deposito fatto in una delle Tesorerie dello Stato della somma come avanti stabilita a cauzione ed in ragione dei lotti ai quali intendono di concorrere. Se tale deposito sarà fatto in rendita dello Stato dovrà questa esser ragguagliata al corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

Il deliberamento seguirà a favore di colui il quale avrà offerto un prezzo maggiormente inferiore, o pari almeno, a quello che sarà determinato nella scheda suggellata del Ministero della Guerra che si troverà deposta sul tavolo e verrà aperta solo quando saranno stati riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il tempo utile (fatali) per il ribasso, non minore del ventesimo, è fissato a giorni cinque decorribili dalle ore 12 meridiane del giorno 21 ottobre (tempo medio di Roma).

Potranno gli accorrenti far pervenire le loro offerte a mezzo di tutte le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare, ma di queste offerte non sarà tenuto conto alcuno qualora non giungano a questa Sezione prima dell'apertura dell'incanto e se non consterà che abbiano depositata la prescritta cauzione.

La tassa di Registro, non che le spese tutte relative agl'incanti ed alla stipulazione dei contratti saranno ripartite tra i deliberatari, a mente di quanto prescrive il vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Caserta, addì 13 ottobre 1875.

Per detta Sezione
Il Sottotenente Commissario: ROSELLI.

5361

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
DELLA FONDERIA DI GENOVA

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 6 del mese di novembre 1875, alle ore 12 merid. si procederà in Genova, avanti il direttore d'Artiglieria della Fonderia e nel locale della Direzione suddetta, situato al Lagaccio, n. 15, scala a destra, piano terzo, all'appalto seguente:

Nitrato di Soda, chilogr. 270,000 *a L.* 0 43 — *L.* 116,100.

I capitoli e le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta e nel locale suddetto.

La consegna dovrà esser fatta nei magazzini della stessa Direzione nel termine di 200 giorni a datare dall'avviso che riceverà il deliberatario dell'approvazione del contratto.

Sono fissati a giorni 15 i fatali pel ribasso del ventesimo decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il delibermento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata col bollo ordinario da una lira avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore del ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno fare presso la Direzione suddetta, ovvero nelle Casse dei depositi e prestiti o delle Tesorerie dello Stato un deposito di L. 11,700 in contanti od in rendita del Debito Pubbblico al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno esser fatti dalle ore 9 alle 11 a. m. del giorno 6 del venturo mese di novembre 1875.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni Territoriali d'Artiglieria del Regno od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sovra o presentata la ricevuta del medesimo.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira e quelli che contengano riserve e condizioni.

Tutte le spese inerenti alla stipulazione del contratto, cioè tasse di registro, diritti di segreteria, carta bollata ed altre saranno a carico del deliberatario.

Dato in Genova, addì 11 ottobre 1875.

Per la Direzione
Il Segretario: DE SALVO LUIGI.

5331

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA
PER LA REGÌA COINTERESSATA DEI TABACCHI

Dovendosi procedere alla fornitura di metri 50,000 di tela, della altezza di cent. 77, da consegnarsi alla Manifattura di Roma durante l'anno 1876, l'Amministrazione previene che tutti coloro i quali attendessero a tale commercio possono inoltrare le loro offerte, che l'Amministrazione stessa si riserva di esaminare purchè siano presentate alla sede della Amministrazione in Roma, via Due Macelli n. 79, o presso le Manifatture sociali dei tabacchi, prima delle ore 2 pomeridiane del giorno 31 ottobre andante.

Presso la sede della Amministrazione e presso tutte le Manifatture dei tabacchi sono ostensibili le norme speciali secondo le quali, e giusta le modalità ivi indicate, potranno essere redatte le offerte, non che il campione della tela da somministrarsi.

Roma, 15 ottobre 1875. 5269

STRADA COMUNALE OBBLIGATORIA
(*Esecuzione della legge* 30 *agosto* 1868)

Provincia di Roma — Circondario di Frosinone
COMUNE DI CASTRO DEI VOLSCI

AVVISO.

Presso l'ufficio di questa Segreteria comunale e per giorni 15 dalla data del presente avviso sono esposti gli atti tecnici relativi al progetto di costruzione della strada comunale obbligatoria della lunghezza di metri 2932,41 che dall'Osteria di Castro dei Volsci arriva al confine di Amaseno.

Si invita chi vi ha interesse a prenderne conoscenza ed a presentare, entro il detto termine, le osservazioni e le eccezioni che avesse a muovere. Queste potranno essere fatte in iscritto od a voce ed accolte dal segretario comunale (o da chi per esso) in apposito verbale da sottoscriversi dall'opponente, o per esso da due testimoni.

Si avverte inoltre che il progetto in discorso tien luogo di quello prescritto dagli articoli 3, 16 e 23 della legge 25 giugno 1865 sull'espropriazione per causa di pubblica utilità.

Dato a Castro dei Volsci, il 7 ottobre 1875.

Il Sindaco: F. MARTINI.
Il Segretario comunale: E. MARTINI.

5388

INTENDENZA DI FINANZA DELL'UMBRIA

Avviso di terzo incanto

per l'appalto dei dazi di consumo governativi nei comuni aperti non abbuonati del circondario di Perugia.

Essendo riusciti infruttuosi gli incanti tenutisi il 15 e il 28 settembre p. p. per l'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni sottoindicati, e dovendosi d'ordine del Ministero procedere ad un terzo incanto a termini ridotti, si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto si fa per cinque anni dal 1° gennaio 1876 al 31 dicembre 1880.

2. Il canone annuo di appalto complessivo per tutti i comuni sottoindicati è di lire settantaseimila (L. 76,000).

3. Gli incanti si faranno per mezzo di offerte segrete presso questa Intendenza nei modi stabiliti dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato col Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, aprendo l'asta alle ore 10 antimeridiane del giorno 25 ottobre 1875, avvertendo che si farà luogo alla aggiudicazione quando anche non vi sia che una sola offerta.

4. Chiunque intenda concorrere all'appalto dovrà unire ad ogni scheda di offerta la prova di aver depositato a garanzia della medesima nella Tesoreria provinciale una somma eguale al dodicesimo del canone annuo sulla base del quale viene aperto l'incanto, cioè la somma di lire seimilatrecentotrentaquattro (L. 6,334).

5. L'offerente dovrà inoltre nella scheda indicare il domicilio da lui eletto nella città capoluogo della provincia.

Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare.

6. Presso questa Intendenza di Finanza e presso le sottoprefetture della provincia saranno ostensibili i capitoli d'onere che debbono formare legge del contratto di appalto.

7. La scheda contenente il minimo prezzo di aggiudicazione sarà dall'Autorità competente spedita all'Intendenza di Finanza.

8. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 30 ottobre 1875, alle ore 10 antimeridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo, a termini dell'art. 98 del regolamento di Contabilità succitato.

Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammessibili, a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto da tenersi il giorno 5 novembre 1875, alle ore 10 antimeridiane, col metodo della estinzione delle candele.

9. Entro dodici giorni dalla data del deliberamento definitivo dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto a norma dell'art. 5 del capitolato d'oneri.

10. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riserbata al Ministero delle Finanze mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capoluoghi di circondario della provincia, nei comuni in cui i dazi vengono appaltati, nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* ed in quella della provincia nella quale si fanno le inserzioni legali.

Elenco dei comuni da appaltarsi nel circondario.

1. Baschi - 2. Bettona - 3. Citerna - 4. Città di Castello - 5. Collazzone - 6. Corciano - 7. Costacciaro - 8. Deruta - 9. Fratta Todina - 10. Gubbio - 11. Lisciano Niccone - 12. Magione - 13. Massa Martana - 14. Monte Castelvibio - 15. Panicale - 16. Pascelupo - 17. Passignano - 18. Pietralunga - 19. S. Giustino - 20. Scheggia - 21. Todi - 22. Torgiano - 23. Tuoro.

Perugia, il 13 ottobre 1875.

5381 *L'Intendente di Finanza:* GIANSANA.

Provincia di Cuneo — Circondario di Saluzzo

MUNICIPIO DI SAVIGLIANO

La Giunta municipale,

Di conformità all'art. 19 del regolamento approvato con Regio decreto 28 settembre 1855 sul Prestito Civico di **L. 120,000**,

Notifica che, analogamente al precedente avviso del 3 corrente, il Consiglio comunale in seduta di ieri e sotto l'osservanza delle formalità all'uopo prescritte procedette all'estrazione di n. 5 decine di cartelle di detto Prestito che venero tosto abbruciate.

La prima serie o decina estratta portava il			n. 23
La seconda	id.	id.	„ 41
La terza	id.	id.	„ 60
La quarta	id.	id.	„ 39
La quinta	id.	id.	„ 58

Alle quali corrispondono le cartelle comprese dal n. 221 al 230, dal 401 al 410, dal 591 al 600, dal 381 al 390 e dal 571 al 580.

Si avverte quindi che le cartelle suddette saranno integralmente rimborsate dopo il 5 gennaio p. v. dalla Civica Tesoreria.

Dal Palazzo Civico, li 5 ottobre 1875.

Per la Giunta Municipale

Il Sindaco GRAGLIA. 5304 *Il Segretario* E. MUSSA.

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA PER LA REGÌA COINTERESSATA DEI TABACCHI

SPECCHIO delle riscossioni fatte nel mese di settembre 1875 *confrontate con quelle del mese corrispondente del* 1874.

PROVINCIE	ANNO 1875	ANNO 1874	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Alessandria	265,641 50	257,901 40	7,740 10	„
Ancona	102,084 50	95,373 12	6,711 38	„
Arezzo	65,370 70	68,886 90	„	3,516 20
Ascoli Piceno	45,876 40	42,325 80	3,550 60	„
Aquila	75,702 10	69,168 20	6,533 90	„
Avellino	70,061 „	55,480 60	14,580 40	„
Bari	208,474 30	194,534 30	13,940 „	„
Belluno	37,028 50	35,807 65	1,220 85	„
Benevento	52,510 90	47,196 30	5,314 60	„
Bergamo	185,380 60	175,009 80	10,370 80	„
Bologna	271,245 30	247,691 30	23,554 „	„
Brescia	209,748 60	185,966 40	23,782 20	„
Cagliari	148,408 60	149,027 34	„	618 74
Campobasso	58,985 80	62,472 40	„	3,486 60
Caserta	291,629 60	247,527 90	44,101 70	„
Catanzaro	91,599 75	98,498 75	„	6,899 „
Chieti	75,332 40	60,809 50	14,522 90	„
Como	191,383 15	172,787 90	18,595 25	„
Cosenza	85,781 40	82,526 35	3,255 05	„
Cremona	152,429 85	144,197 40	8,232 45	„
Cuneo	227,767 40	194,660 30	33,107 10	„
Ferrara	172,913 99	160,593 90	12,320 09	„
Firenze	526,869 90	501,134 39	25,735 51	„
Foggia	121,120 90	116,231 70	4,889 20	„
Forlì	106,784 „	94,344 10	12,439 90	„
Genova	454,674 95	453,130 08	1,544 87	„
Grosseto	48,384 40	54,978 „	„	6,593 60
Lecce	168,706 80	154,362 20	14,344 60	„
Livorno	136,782 50	166,906 50	„	30,124 „
Lucca	154,339 10	147,124 60	7,214 50	„
Macerata	62,582 75	59,480 30	3,102 45	„
Mantova	180,620 58	150,212 80	30,407 78	„
Massa Carrara	65,690 „	68,547 10	„	2,857 10
Milano	632,319 20	588,264 03	44,055 17	„
Modena	135,256 30	119,253 76	16,002 54	„
Napoli	700,232 20	625,637 90	74,594 30	„

PROVINCIE	ANNO 1875	ANNO 1874	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Novara	270,258 20	242,751 70	27,506 50	„
Padova	192,882 30	202,434 98	„	9,552 68
Parma	148,720 10	132,401 20	16,318 90	„
Pavia	194,449 50	185,969 „	8,480 50	„
Perugia	144,518 30	158,470 „	„	13,951 70
Pesaro e Urbino	62,670 70	55,225 „	7,445 70	„
Piacenza	107,126 30	98,481 20	8,645 10	„
Pisa	195,242 60	69,578 „	25,664 60	„
Potenza	93,824 13	88,311 85	5,512 28	„
Porto Maurizio	73,717 40	68,265 20	5,452 20	„
Ravenna	105,143 30	103,463 80	1,679 50	„
Reggio Calabria	91,809 92	78,695 10	13,114 82	„
Reggio Emilia	95,301 60	79,317 70	15,983 90	„
Roma	462,218 94	482,494 26	„	20,275 32
Rovigo	152,397 10	149,872 70	2,524 40	„
Salerno	163,355 68	142,254 70	21,100 98	„
Sassari	70,665 73	86,216 95	„	15,551 22
Siena	57,918 40	65,963 60	„	8,045 20
Sondrio	20,161 20	20,844 80	„	683 60
Teramo	39,314 70	34,501 70	4,813 „	„
Torino	486,987 30	443,870 „	43,117 30	„
Treviso	112,010 70	120,142 20	„	8,131 50
Udine	198,256 70	187,906 79	10,349 91	„
Venezia	288,171 90	275,856 55	12,315 35	„
Verona	209,269 30	217,975 20	„	8,705 90
Vicenza	127,971 20	130,603 10	„	2,031 90
Totali L.	10,744,083 12	10,169,318 25	715,789 13	141,024 26
Defalcasi la diminuzione „	„	„	141,024 26	
Resta l'aumento del settembre „	„	„	574,764 87	
Prodotti dal 1° gennaio al 31 agosto „	83,251,398 59	77,436,254 19	5,815,144 40	
Totali L.	93,995,481 71	87,605,572 44	6,389,909 27	

Nei resultati di questo mese, come in quelli dei precedenti, è compresa la sovratassa governativa stabilita dal decreto Reale 14 gennaio 1875, a valere dal 22 dello stesso mese.

Roma, li ... ottobre 1875.

Il Capo Ragioniere F. FERRUZZI.

Il Consigliere d'Amministrazione A. BERETTA.

Il Direttore Generale E. GOUPIL.

5389

INTENDENZA DI FINANZA IN GROSSETO — COMUNE DI CASTIGLIONE DELLA PESCAIA

Avviso per vendita coatta d'immobili.

Il sottoscritto intendente fa pubblicamente noto che a ore 10 antimeridiane del giorno sei novembre 1875, nel locale della pretura di Giuncarico, coll'assistenza del pretore e del suo cancelliere, si procederà alla vendita a pubblico incanto dello immobile descritto nello elenco che segue e appartenente a Federigi Antonio di Paolo, domiciliato nel comune di Castiglione della Pescaia, debitore della finanza per titolo di tassa arretrata sul macinato. Si procederà alla vendita con le norme stabilite dalla legge 20 aprile 1871, n. 192 (Serie 2a).

N° d'ordine	COMUNE in cui sono situati gli immobili	NATURA E QUALITÀ degli immobili	CONFINANTI	INDICAZIONI CATASTALI Estensione Ari	Sezione	Particelle	Rendita imponibile	Prezzo minimo (Art. 663 Codice di proc. civ.)	Deposito per garanzia d'offerta
1	Castiglione della Pescaia	Una casa situata in Tioli nel vicolo Ripido, composta di 3 (tre) stanze	Manini Guglielmo e Gio. Battista e suolo pubblico	» »	S	204 in pe, 205	22 50	219 60	11 60

L'aggiudicazione verrà fatta al miglior offerente.

Le offerte devono essere garantite da un deposito in danaro corrispondente al 5 per 0|0 del prezzo come sopra determinato, nè al primo incanto possono essere inferiori al prezzo medesimo che è il minimo attribuibile al fondo esposto in vendita.

Il deliberatario dovrà sborsare lo intiero prezzo entro tre giorni successivi all'aggiudicazione e più pagare tutte le spese di asta, tasse di registro e contrattuali.

Occorrendo eventualmente un secondo e terzo incanto, il primo di questi avrà luogo il 12 novembre 1875 e l'altro nel giorno 18 dello stesso mese, nel luogo ed ora suindicati.

Dall'Intendenza di Finanza della provincia di Grosseto, Scansano, 11 ottobre 1875.

Per l'Intendente: A. PELLOLIO.

5356

CAMERANO NATALE, *Gerente.* ROMA — Tipografia Eredi Botta.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ROMA

AVVISO D'ASTA (N° 492)

per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, num. 3036, e 15 agosto 1867, numero 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 11 antim. del giorno 2 novembre 1875, nell'ufficio della Regia pretura di Anagni, alla presenza d'uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. Gl'incanti si terranno per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato, a garanzia della sua offerta, il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà esser fatto sia in numerario o biglietti di Banca in ragione del 100 per 100, sia in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa a norma dell'ultimo listino pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* anteriormente al giorno del deposito, sia in obbligazioni ecclesiastiche al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte, delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10ª dell'infrascritto prospetto.

5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella col. 9ª in conto delle spese e tasse relative, salvo la successiva liquidazione.

Le spese di stampa staranno a carico dei deliberatari per i lotti loro rispettivamente aggiudicati; avvertendo che la spesa d'inserzione nella gazzetta provinciale è solamente obbligatoria per quei lotti il cui prezzo d'asta superi le L. 8000.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane nell'ufficio del Registro di Anagni.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie gravanti gli stabili rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

Avvertenza. — Si procederà ai termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro, o con altri mezzi sì violenti, che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° d'ordine del presente	N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	Descrizione dei Beni — Denominazione e natura	Superficie in misura legale	Superficie in antica misura locale	Prezzo di incanto	Deposito per cauzione delle offerte	Deposito per le spese e tasse	Minimum delle offerte in aumento sul prezzo di stima
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	4360	4877	Nel comune di Anagni — Provenienza dal Capitolo cattedrale di Santa Maria Maggiore in Anagni — Terreno seminativo, in vocabolo Romagnano, confinante colla strada, coi beni della Collegiata di S. Andrea, e con quelli degli eredi di Lauri Vincenzo, in mappa sez. VIII, n. 426, coll'estimo di scudi 18 66 — Terreno seminativo, in vocabolo Grottelle delle Starze, confinante coi beni della Parrocchia di S. Pancrazio e colla strada, in mappa sez. VIII, n. 431, coll'estimo di scudi 41 35 — Terreno seminativo, in vocabolo Starze, confinante coi beni di Traietto Nicola, del principe Gabrielli e colla strada, in mappa sez. VIII, n. 114, coll'estimo di scudi 29 59 — Terreno seminativo, in vocabolo Casale alle Starze, confinante coi beni del duca Lante, del Capitolo collegiato di S. Andrea, di Lauri eredi di Vincenzo e colla strada, in mappa sez. VIII, nn. 428, 429 (1, 2, 3), coll'estimo di scudi 528 10 — Totale estimo di scudi 617 70 — Affittati a Pasta Ferdinando ed altri	15 69 40	156 94	9406 11	940 61	500	50

5333 Roma, addì 12 ottobre 1875. *L'Intendente*: CARIGNANI.

NOTA.
(1ª *pubblicazione*)

Con sentenza del tribunale civile di Biella delli 5 agosto p. p., resa sull'instanza di Machetti Catterina moglie di Giuseppe Moglia e delle sue figlie Emilia nubile e Malvina moglie di Felice Bonello, residenti a Ternengo, ammessi al beneficio della gratuita clientela con decreto 25 maggio 1874,

Venne dichiarata l'assenza del Giuseppe fu Eugenio Moglia suddetto, rispettivo marito e padre delle instanti, mandando notificarsi e pubblicarsi tale sentenza a norma di legge.

Biella, 25 settembre 1875.

5396 Regis Gio. proc. delle instanti.

Deputa di perito per subasta.

Il sottoscritto procuratore di Pietro e Carlo Bombelli ha promesso istanza al presidente del tribunale civile di Roma diretta ad ottenere la nomina di un perito per la stima di alcuni fabbricati posti in Roma via del Babuino, via Margutta e vicolo Alibert, posseduti dal comm. Baldassarre Pescanti ond'essere subastati a forma di legge, ed in seguito del precetto trasmesso li 4 settembre anno corrente per mezzo dell'usciere Vincenzo Vespasiani, al quale si riporta interamente.

Roma, li 15 ottobre 1875.

5398 Enrico Annibaldi proc.

INTENDENZA DI FINANZA DI MANTOVA

N. 28854, Sez. II.

AVVISO D'ASTA

in seguito ad offerta di aumento.

In tempo utile furono prodotte offerte d'aumento maggiori del ventesimo sui prezzi pei quali vennero deliberati nell'asta tenutasi il 1° andante gli appalti della riscossione dei dazi di consumo governativi pel quinquennio 1876-1880 nei seguenti comuni, e cioè:

1. Pei comuni di Borgoforte, Castelbelforte, Castellucchio, Curtatone, Marmirolo con Pozzuolo, Porto Mantovano, Quattroville, Roverbella e S. Giorgio venne offerto l'annuo canone di . . . . L. 24,200 00

2. Pei comuni di Bozzolo, Gazzoldo, Gazzuolo, Marcaria, Rivarolo Fuori, Rodigo, S. Martino dell'Argine . . . . L. 33,050 00

3. Pei comuni di Castiglione delle Stiviere, Medole, Solferino, Casaloldo, Castelgoffredo, Monzambano, Ponti sul Mincio e Volta Mantovana . L. 23,400 00

4. Pei comuni di Gonzaga, Motteggiana e Suzzara . . . . . . L. 20,157 50

5. Pei comuni di Sustinente, Pieve di Coriano, Quingentole, Quistello, Revere, Schivenoglia, Villa Poma, Felonica e Sermide . . . . L. 29,912 50

6. Pei comuni di Commessaggio, Dosolo, Pomponesco, Sabbionetta e Viadana . . . . L. 24,400 00

Si rende noto pertanto che giusta l'avviso 1° ottobre 1875, N. 27638 Sez. II, avranno luogo negli uffici di quest'Intendenza, alle ore 12 meridiane del giorno 27 corrente mese, nuovi pubblici incanti ad estinzione di candela vergine pel deliberamento definitivo degli anzidetti appalti in base agli offerti aumenti e sotto tutte le condizioni stabilite nell'altro avviso 21 settembre ultimo scorso N. 26906.

Mantova, 11 ottobre 1875.

5382 *L'Intendente*: LAURIN.

AVVISO.

Il sottoscritto dichiara ad ogni buon fine ed effetto come fino dal maggio milleottocento sessantanove è cessata ogni sorta di interessi comuni fra lui medesimo e il signor Giocondo Torrini relativamente al commercio di musaici di Firenze, esercitato nel laboratorio via de'Serragli, n. 18 e nel negozio corrispondente nel Lung'Arno Nuovo, n. 6 e via Borgognissanti, n. 3.

Firenze, li 10 settembre 1875.

5394 Carlo Vichi.

REGIA PRETURA
del primo Mandamento di Roma.

Accettazione d'eredità col beneficio dell'inventario.

Nella cancelleria del mandamento suddetto ed innanzi al sottoscritto cancelliere è comparsa la signora Carolina Righini, romana, domiciliata via dell'Agnello n. 21, vedova di Francesco Sarrocchi, la quale tanto in suo nome che come madre-tutrice dei minori Pietro, Giulia e Tommaso Sarrocchi ha accettato col beneficio dell'inventario l'eredità lasciata dal rispettivo marito e padre Francesco Sarrocchi morto in Roma nel 23 agosto ultimo; e per ogni effetto ha eletto il domicilio nella casa di sopra indicata.

Roma, 14 ottobre 1875.

5393 Il canc. Gennaro Pesce.

Situazione della Banca Nazionale Toscana

al 20 del mese di Settembre 1875.

Capitale sociale, utile alla tripla circolazione (R. decreto 23 settembre 1874, n° 2237) L. 21,000,000.

ATTIVO.

Voce	Dettaglio	Parziale	Subtotale	Totale
Cassa e riserva				L. 24,096,388 94
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 25,906,484 16	L. 31,041,187 55	„ 31,041,187 55
	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta id. maggiore di 3 mesi	„ 5,134,703 39		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„ „		
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„ „		
	Cambiali in moneta metallica	„ „	„ „	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„ „		
Anticipazioni				„ 2,872,832 80
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 10,650,630 32	„ 13,809,308 66
	Id. id. per conto della massa di rispetto		„ 1,369,032 25	
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		„ „	
	Effetti ricevuti all'incasso		„ 1,789,646 09	
Crediti				„ 16,742,505 16
Sofferenze				„ 114,231 79
Depositi				„ 24,023,076 „
Partite varie				„ 9,815,439 30
			Totale	L. 122,514,970 20
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				„ 1,202,622 57
			Totale generale	L. 123,717,592 77

PASSIVO.

Voce	Importo
Capitale	L. 30,000,000 „
Massa di rispetto	„ 1,517,260 71
Circolazione biglietti di Banca	„ 55,289,354 „
Conti correnti ed altri debiti a vista	„ 171,051 31
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	„ 1,458,704 53
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	„ 24,023,076 „
Partite varie	„ 8,358,139 85
Totale	L. 120,817,586 40
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	„ 2,900,006 37
Totale generale	L. 123,717,592 77

Distinta della Cassa e Riserva.

Voce	Importo
Oro ed argento	L. 12,842,456 „
Bronzo	„ 387 „
Biglietti consorziali	„ 6,791,908 „
Biglietti d'altri Istituti d'emissione	„ 4,461,637 94
Totale	L. 24,096,388 94

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese, per cento e ad anno.

Voce	Saggio
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 5 00
Sulle cambiali pagabili in metallo	„ „
Per le anticipazioni su titoli e valori	„ 6 00
Per le anticipazioni su sete	„ 6 00
Sui conti correnti passivi	„ 4 00

Biglietti in circolazione.

	Valore	Numero	Somma		Valore	Numero	Somma
Da restare in circolazione	50	67,660	3,383,000 00	Da levarsi di corso	0 50	2,113,202	1,056,601 00
	100	72,478	7,247,800 00		1	1,971,296	1,071,296 00
	200	45,413	9,082,600 00		2	725,731	1,451,462 00
	500	33,996	16,998,000 00		5	233,179	1,165,895 00
	1000	9,975	9,975,000 00		10	159,766	1,597,660 00
					20	113,002	2,260,040 00
		Totale	L. 46,686,400 00			Totale	L. 8,602,954 00

Il rapporto fra il capitale L. 21,000,000 00 e la circolazione . . . . L. 55,289,354 00 è di uno a 2 3/5

Il rapporto fra la riserva L. 19,634,751 00 { la circolazione L. 55,289,354 00; e gli altri debiti a vista L. 171,051 00 } . . . . . . è di uno a 2 4/5

Prezzo corrente delle azioni . . . . . L. 1185 00

Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato . . . „ 11 00

V.° *Il Direttore Generale*
L. G. DE CAMBRAY DIGNY.

Il Capo Contabile
A. CARRARESI.

5346

AVVISO 5069

per trasferimento di rendite sul Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia.

(2ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile della provincia di Messina con deliberazione del dì 10 maggio 1875 ordinò che le numero nove rendite sul detto Gran Libro, nella complessiva somma di lire 1190 risultanti dai certificati colla qui appresso distinta, cioè:

1° Certificato di n. 10477/356987, intestato a favore dei signori Gatto Venuti e Cicala, Placido, Gaetana, Marianna, Giulia, Maria Concetta, Maria, Giuseppe ed Elisabetta fu Francesco, rappresentati da Cicala in Gatto Venuti Giuseppa madre e tutrice domiciliata in Messina, datato in Palermo il 7 luglio 1862, di annue lire . . 110

2° Simile di n. 21931/368441, intestato a favore dei signori Gatto Venuti e Cicala, Placido, Gaetana, Marianna, Giulia, Maria Concetta, Maria, Giuseppe ed Elisabetta fu Francesco, rappresentati da Cicala in Gatto Giuseppa madre e tutrice domiciliata in Messina, datato in Palermo li 24 settembre 1863, di annue lire 5

3° Simile di n. 21929/368439, intestato in pro dei signori Gatto Venuti, Giulia, Elisabetta, Marianna, Placido, Maria Concetta, Giuseppe e Maria fu Francesco, minori, rappresentati da Cicala vedova Gatto Venuti Giuseppa madre e tutrice, domiciliata in Messina, datato in Palermo li 24 settembre 1863, di annue lire 5

4° Simile di n. 21930/368440, intestato in pro di Gatto Giulia, Elisabetta, Placido, Giuseppe, Maria Concetta, Marianna e Maria fu Francesco, rappresentati da Cicala Giuseppa madre e tutrice, domiciliata in Messina, datato in Palermo li 24 settembre 1863, di annue lire 5

5° Simile di n. 21932/368442, intestato in pro dei signori Gatto Venuti e Cicala, Placido, Marianna, Giulia, Maria Concetta, Maria, Giuseppe ed Elisabetta fu Francesco, rappresentati da Cicala in Gatto Giuseppa madre e tutrice, domiciliata in Messina, datato in Palermo li 24 settembre 1863, di annue lire 5

6° Simile di n. 10474/356984, intestato a favore dei signori Gatto Giulia, Elisabetta, Placido, Giuseppe, Maria Concetta, Marianna e Maria fu Francesco, rappresentati da Cicala Giuseppa madre e tutrice, domiciliata in Messina, datato in Palermo li 7 luglio 1862, di annue lire 40

7° Simile di n. 10475/356985, intestato a favore dei signori Gatto Venuti, Giulia, Elisabetta, Marianna, Placido, Maria Concetta, Giuseppe, Maria fu Francesco, minori, rappresentati da Cicala vedova Gatto Venuti Giuseppa madre e tutrice, domiciliata in Messina, datato in Palermo li 7 luglio 1862, di annue lire 30

8° Simile di n. 10476/356986, intestato a favore dei signori Gatto Venuti e Cicala, Placido, Marianna, Giulia, Maria Concetta, Maria, Giuseppe ed Elisabetta fu Francesco, rappresentati da Cicala in Gatto Giuseppa madre e tutrice, domiciliata in Messina, datato in Palermo li 7 luglio 1862, di annue lire 140

9° Altro simile di n. 60110/243050, intestato a favore di Gatto Venuti Francesco fu Placido, domiciliato in Messina, datato in Napoli li 31 dicembre 1862, di annue lire . . . 850

Sommano lire . . 1190

Siano trasferiti ed intestati mercè analoghi certificati come appresso, cioè:

Lire 880 in pro della signora Giuseppa Cicala fu Giuseppe, vedova di Francesco Gatto Venuti, domiciliata in

Messina, mercè tre certificati, uno di lire 10, uno di lire 20 e l'altro di lire 850 che nello assieme ascendono a lire 880

Lire 145 in pro della signora Giulia Gatto fu Francesco moglie al sig. Costantino Anastasi fu Ignazio, domiciliata in Messina, mercè due certificati, uno di lire 45, e l'altro di lire 100, che riunite formano . . . . L. 145

L. 1025

Lire 50 in pro della signora Elisa detta Gatto fu Francesco moglie al sig. Giuseppe Cappuccio di Antonino, domiciliata in Messina, mercè due certificati, uno di lire 15, e l'altro di lire 35, che in uno sono . . . . L. 50

Lire 15 in pro dei minori Francesco e Carmela Alessi Gatto figli della decessa Gaetana Gatto, e del sig. Letterio Alessi, e da questi rappresentati, qual di loro legale amministratore, domiciliato in Messina . . . . L. 15

Lire 50 in pro della minore Flavia Celi Gatto figlia della fu Marianna Gatto, e del sig. Giuseppe Celi e da questi rappresentata qual di lei legale amministratore, domiciliato in Messina, mercè due certificati, uno di lire 15, e l'altro di lire 35, che sommano . . . . L. 50

Lire 50 in pro della signora Maria Gatto Cicala del fu Francesco, domiciliata in Messina, mercè due certificati, uno di lire 15, e l'altro di lire 35, sono . . . . L. 50

CITAZIONE.

L'anno milleottocentosettantacinque e questo giorno dodici del mese di ottobre.

Ad istanza della R. Amministrazione finanziaria, rappresentata dalla Intendenza di finanza di Roma e per essa dal signor intendente di finanza commendatore Carignani Paolo, domiciliato nel locale di residenza del suo ufficio in via delle Vergini,

Io sottoscritto usciere addetto al Regio tribunale civile e correzionale di Roma ho notificato al signor Musitani Guerrera Vincenzo cessato tesoriere provinciale di Salerno, ora d'ignoto domicilio, residenza e dimora in forma dell'articolo 141 Cod. proc. civile, che vennero dalla Intendenza di finanza di Salerno redatti d'ufficio i conti giudiziali di ripresa di debito sugli esercizi 1873 e 1874 a termini degli articoli 63 alinea della legge 22 aprile 1869 sulla Contabilità generale dello Stato e 643 del relativo regolamento approvato con R. decreto 4 settembre detto anno; e sulle istanze come sopra ho diffidato il predetto sig. Musitano Guerrera Vincenzo a presentarsi nell'ufficio della istante entro il perentorio termine di giorni dieci da oggi per riconoscere e firmare i conti suddetti; scorso inutilmente il qual termine saranno per parte dell'Amministrazione ritenuti i conti stessi come riconosciuti e firmati per ogni effetto delle surriferite disposizioni di legge e di regolamento, e ciò salvi tutti gli altri diritti in favore dell'Amministrazione.

Roma, 14 ottobre 1875.

L'usciere del trib. civ. di Roma
5386 Colombi Cristoforo.

AVVISO.

(3ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile di Messina con deliberazione del 3 settembre 1875 ordinò che la rendita di lire 725 annua, intestata Gulli Daniele fu Nicolò, col certificato n. 13386-359896, datato Palermo 6 settembre 1862, sia dalla Direzione Generale del Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia trasferita ed intestata a favore di Nicolò La Corte * fu Luigi, domiciliato in Messina, erede del titolare suddetto.

Se non vi saranno opposizioni nei termini di legge sarà il trasferimento eseguito. 4886

* E non *La Corse*, come si stampò nei numeri 222 e 231 di questa Gazzetta.

RIASSUNTO *della Situazione del dì 30 del mese di Settembre 1875*
del **BANCO DI SICILIA**

Capitale sociale o patrimoniale, utile alla tripla circolazione (R. D. 23 sett. 1874, N. 2237) L. 12,000,000.

ATTIVO.

Cassa e riserva				L. 19,172,829 25
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta, a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 28,997,023 24	31,496,383 89	„ 31,496,383 89
	id. maggiore di 3 mesi	„ 2,402,900 85		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„ 96,454 80		
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„ „		
	Cambiali in moneta metallica	„ „	„	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„ „		
Anticipazioni				„ 3,984,797 86
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 1,970,252 17	„ 2,623,054 24
	Id. id. per conto della massa di rispetto		„ „	
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		„ 51,117 61	
	Effetti ricevuti all'incasso		„ 601,684 46	
Crediti				„ 2,887,070 „
Sofferenze				„ 679,295 08
Depositi				„ 7,065,306 22
Partite varie				„ 695,155 08
			Totale	L. 68,603,891 62
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				„ 1,049,716 89
			Totale generale	L. 69,653,608 51

PASSIVO.

Capitale	L. 8,400,000 „
Massa di rispetto	„ 9,799 77
Circolazione biglietti di Banca, fedi di credito al nome del cassiere, buoni di Cassa	„ 31,543,957 „
Conti correnti ed altri debiti a vista	„ 17,460,147 31
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	„ „
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	„ 7,065,306 22
Partite varie	„ 3,097,977 52
Totale	L. 67,577,187 82
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	„ 2,076,420 69
Totale generale	L. 69,653,608 51

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro	L. 9,041,185 „
Argento	„ 4,082,268 02
Bronzo	„ 3,816 23
Biglietti consorziali	„ 5,242,410 „
Riserva	L. 18,369,679 25
Biglietti di altri Istituti d'emissione	„ 803,150 „
Cassa	L. 19,172,829 25

Biglietti, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	
da L. 50	100,518	L. 5,025,900 „
da L. 100	58,011	„ 5,801,100 „
da L. 200	26,654	„ 5,330,800 „
da L. 500	10,311	„ 5,155,500 „
da L. 1000	5,382	„ 5,382,000 „

Biglietti ecc. di tagli da levarsi di corso.

Valore	Numero	
da L. 1	316,008	L. 316,008 „
da L. 2	208,212	„ 416,424 „
da L. 5	298,439	„ 1,492,195 „
da L. 10	168,443	„ 1,684,430 „
da L. 20	46,980	„ 939,600 „
	Totale	L. 31,543,957 „

Il rapporto fra il capitale L. 12,000,000 00 e la circolazione . . . . L. 31,543,957 00 è di uno a 2 628

Il rapporto fra la riserva „ 18,369,679 25 { la circolazione L. 31,543,957 „ e gli altri debiti a vista „ 17,460,147 31 } „ 49,004,104 31 è di uno a 2 668

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese per cento e ad anno.

	3 mesi	4 mesi
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 5 0/0	5 1/2
Sulle cambiali pagabili in metallo	„ „	„
Per le anticipazioni su titoli e valori	„ 5 0/0	6
Per le anticipazioni su sete	„ 5 0/0	6
Per le anticipazioni su altri generi (*Banco di Napoli*)	„ „	„
Sui conti correnti passivi	„ „	„

Prezzo corrente delle azioni	L.	„
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale varsato	„	„

Palermo, 8 ottobre 1875.

Visto — **IL DIRETTORE GENERALE**
A. RADICELLA.

Il Ragioniere Capo
G. Bazan.

5342

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE
DI ABRUZZO ULTRA PRIMO

Avviso d'Asta
per lo appalto del casermaggio de' RR. Carabinieri per un novennio.

Essendo andata deserta l'asta che doveva aver luogo nel dì 11 corrente per lo appalto del casermaggio dei RR. Carabinieri della provincia, si fa noto come nella mattina del dì 30 ottobre andante mese, alle ore 10 antimeridiane si darà luogo innanzi al sottoscritto prefetto presidente ad un secondo esperimento di asta pubblica col metodo della candela vergine, nella prevenzione che, qualunque sia il numero dei concorrenti, si farà luogo all'aggiudicazione.

Il fondamento dell'asta sarà l'attinente capitolato approvato dalla Deputazione provinciale con atto del dì 20 settembre corrente mese, che rimane ostensibile presso la segreteria provinciale in ciascun giorno, eccetto i dì festivi, dalle ore 9 antimeridiane alle 2 pomeridiane e le cui principali condizioni sono le seguenti:

I. Gli essenziali obblighi dell'appaltatore sono:

1. Di conservare, mantenere e rimpiazzare i generi di casermaggio consegnatigli dalla provincia nell'entità, quantità e qualità volute dal regolamento dell'Arma.

2. Di fare di detti generi somministrazione e distribuzione nelle stazioni diverse, secondo le competenze ed esigenze dell'Arma medesima a norma del regolamento suddetto.

II. In corrispettivo di tutti gli obblighi dell'appaltatore, la provincia gli corrisponderà un premio di annue lire 48 per ogni fornitura, intesa per ogni letto esistente presso l'Arma in base delle competenze a lei spettanti in forza dei regolamenti in vigore.

III. L'appalto avrà la durata di anni nove, a cominciare dal 1° gennaio 1876 e a finire quindi al 31 dicembre 1884.

IV. La cauzione per garanzia degli obblighi assunti dall'appaltatore sarà nell'atto della stipula del contratto da lui data in lire 20,000 in numerario, oppure in titoli di rendita consolidata del Debito Pubblico dello Stato al valore corrente di Borsa.

V. Tutte le spese relative al contratto, niuna esclusa, saranno ad esclusivo carico dell'appaltatore.

Le condizioni circa il procedimento dell'asta sono le seguenti:

1. Il concorrente dovrà due giorni prima dell'esperimento dell'asta far tenere all'Amministrazione un certificato d'idoneità all'esecuzione dell'appalto di che trattasi, il quale certificato dovrà esser accettato dalla medesima perchè possa ritenersi valida l'aggiudicazione che potesse risultare in di lui favore.

2. Il detto concorrente dovrà depositare nell'atto dell'asta in potere del sottoscritto prefetto presidente la somma in moneta corrente dello Stato di lire 2000 in garanzia del suo concorso all'asta istessa e degli obblighi della aggiudicazione come per legge. Potrà invece presentare un certificato del tesoriere dell'Amministrazione provinciale con cui si dichiari essere stato eseguito in Cassa il deposito della detta somma per siffatto oggetto.

Il deposito sarà immediatamente restituito a coloro che non saranno rimasti aggiudicatarii; e quello dell'aggiudicatario sarà ritenuto fino alla stipulazione del contratto, nel caso l'aggiudicazione rimanga definitiva in suo favore.

3. Le offerte di ribasso nella gara non potranno per ciascuna esser minori di una lira sul premio annuo stabilito nel capitolato e come sopra indicato.

4. L'offerta del ventesimo di ribasso sul risultato della prima aggiudicazione dovrà esser fatta con relativa istanza in carta da bollo all'Amministrazione dentro il termine di 15 giorni dall'aggiudicazione istessa, di cui sarà fatta pubblicazione con apposito manifesto.

L'istanza dovrà essere corredata d'un certificato del tesoriere dell'Amministrazione con cui dichiarisi essersi dall'offerente eseguito il deposito di lire 2000 di cui al n. 1° di che sopra.

VI. Il contratto, sotto pena della perdita del deposto delle lire 2000, dovrà dall'aggiudicatario stipularsi insieme coll'Amministrazione non più tardi di 15 giorni dall'avvenuta aggiudicazione.

VII. Tutte le spese dell'asta, niuna esclusa, saranno a carico dell'aggiudicatario.

VIII. L'aggiudicazione non avrà valore per l'Amministrazione se prima non approvata dalla Deputazione provinciale.

Teramo, 12 ottobre 1875.

5340 *Il Prefetto Presidente*: MACCAFERRI.

INTENDENZA DI FINANZA IN NOVARA

N. 29155/3950

Nel pubblico incanto oggi seguito presso quest'Intendenza è stato deliberato l'appalto pella riscossione dei diritti di dazio consumo governativi pei comuni aperti e non abbonati componenti il 2° lotto del circondario di Vercelli come all'avviso in data 27 settembre ultimo per la somma di L. 72,000.

Si fa noto pertanto che il termine utile per presentare le offerte di aumento non minori del ventesimo sull'indicato prezzo di deliberamento andrà a scadere alle ore 10 ant. del giorno 26 ottobre 1875 e che le offerte medesime saranno ricevute presso quest'Intendenza insieme alle prove del prescritto deposito per garanzia delle offerte stesse.

Tale deposito dovrà farsi presso la Tesoreria provinciale.

Novara, li 11 ottobre 1875.

Per l'Intendente: PALLUANI.

5383 *Il Segretario:* BALLERINI.

MUNICIPIO DI POZZUOLI
AVVISO D'ASTA.

Si fa noto che nel mattino del 29 volgente mese alle 11 antimeridiane si procederà innanzi al sindaco, o chi per esso, nella Casa comunale:

1° Affitto dei dazi di consumo sulle bevande, carni, farine e paste, olii ed altro, zucchero e caffè.
2° Affitto del locale dei Pisciarelli e Stufe di Agnano.
3° Affitto delle Stufe di Nerone.
4° Affitto della pubblica illuminazione.
5° Affitto dello spazzamento pubblico.

La subasta verrà aperta pel 1° lotto su di lire 146,780, pel 2° lire 720, pel 3° lire 300, pel 4° lire 7008, e pel 5° lire 2020.

La durata dello affitto è di anni due dal 1° gennaio 1876, meno pel 5° lotto che ha principio dal 25 febbraio 1876 al 31 dicembre 1877.

La cauzione provvisoria è del 2 per cento in contante, e del 5 la diffinitiva, meno pel 2° lotto che dovrà essere del 15 per cento.

Presentandosi cartelle a portatore del Debito Pubblico Italiano saranno valutate al corso di Borsa del giorno precedente.

Oltre della cauzione provvisoria dovranno i concorrenti depositare ancora le spese di tassa e subasta, cioè lire 1400 pel 1° lotto, lire 35 pel 2°, lire 25 pel 3°, lire 120 pel 4° e lire 50 pel 5°.

I capitoli generali d'onere sono visibili presso la segreteria del comune.

Le offerte condizionate non saranno ammesse.

Si fa salva la offerta di ventesimo e la superiore approvazione.

Dato dal palazzo municipale, li 12 ottobre 1875.

Il Sindaco: MICHELE VARRIALE.

5392 *Il Segretario ff.:* ANGELO PUNZO.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita nel comune di Palazzolo della Stella, assegnata per le leve al magazzino di Latisana, e del presunto reddito lordo di annue lire 450 25.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 1° ottobre 1875.

5367 *L'Intendente:* TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita nel comune di Ligusulo, assegnata per le leve al magazzino di Tolmezzo, e del presunto reddito lordo di annue L. 143 15.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da cent. 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 25 settembre 1875.

5191 *L'Intendente:* TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita nella frazione di Ospedaletto, comune di Gemona, assegnata per le leve al magazzino di Gemona e del presunto reddito lordo di annue L. 302 41.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da cent. 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 26 settembre 1875.

5190 *L'Intendente:* TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA IN GROSSETO - COMUNE DI CASTIGLIONE DELLA PESCAIA

Avviso per vendita coatta d'immobili.

Il sottoscritto intendente fa pubblicamente noto che a ore 10 antimeridiane del giorno sei novembre 1875, nel locale della pretura di Giuncarico, coll'assistenza del pretore e del suo cancelliere, si procederà alla vendita a pubblico incanto dello immobile descritto nello elenco che segue e appartenente al signor Rabbiti o Rabiti Demetrio *quondam* Carlo, domiciliato nel comune di Castiglione della Pescaia, debitore della Finanza per titolo di tassa arretrata sul macinato. Si procederà alla vendita con le norme stabilite dalla legge 20 aprile 1871, n. 192 (Serie 2ª).

N° d'ordine	COMUNE in cui sono situati gli immobili	Natura e qualità degli immobili	CONFINANTI	INDICAZIONI CATASTALI					SOMME da depositarsi per garanzia dell'offerta
				ESTENSIONE Ari	Sezioni	Reddito imponibile	Prezzo minimo liquidato a' termini dell'art. 663 del Codice di proc. civile	Particelle	
1	Castiglione della Pescaia	Terreno vignato, in vocabolo Le Vigne	Strada vicinale, Tersiani Costantino, Poggioli fratelli, Capitani Domenico	81 34	L	39 13	484 80	107 e 110	24 24

L'aggiudicazione verrà fatta al miglior offerente.

Le offerte devono essere garantite da un deposito in danaro corrispondente al 5 per 0[0 del prezzo come sopra determinato, nè al primo incanto possono essere inferiori al prezzo medesimo che è attribuibile al fondo esposto in vendita.

Il deliberatario dovrà sborsare lo intiero prezzo entro i tre giorni successivi all'aggiudicazione e più pagare tutte le spese di asta, tassa di registro e contrattuali.

Occorrendo eventualmente un secondo e terzo incanto, il primo di questi avrà luogo il 12 novembre 1875 e l'altro nel giorno 18 dello stesso mese, nel luogo ed all'ora suindicati.

Dall'Intendenza di Finanza della provincia di Grosseto, Scansano, 11 ottobre 1875.

5355 *Per l'Intendente:* A. PELLOLIO.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita nella frazione di Villafredda, comune di Collalto della Soima, assegnata per le leve al magazzino di Tarcento, e del presunto reddito lordo di annue lire 180.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 30 settembre 1875.

5366 *L'Intendente:* TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita di generi di privativa nella frazione di Blessano, comune di Pasian Schiavonesco, assegnata per le leve al magazzino di Udine, e del presunto reddito lordo di annue lire 101 50.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 2 ottobre 1875.

5369 *L'Intendente:* TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA IN NOVARA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita dei generi di privativa n..... situata nel comune di Valle Superiore Mosso, assegnata per le leve al magazzino di Biella, e del presunto reddito lordo di lire 171 28.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da cent. 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande presentate all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese del presente avviso ed altre contemplate dalle vigenti istruzioni staranno a carico del concessionario.

Novara, addì 7 ottobre 1875.

5302 *L'Intendente:* TARCHETTI.

INTENDENZA DI FINANZA IN NOVARA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita dei generi di privativa numero ..... situata nel comune di Falmenta, assegnata per le leve al magazzino di Cannobio e del presunto reddito lordo di L. 269 15.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande presentate all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese del presente avviso ed altre contemplate dalle vigenti istruzioni staranno a carico del concessionario.

Novara, addì 6 ottobre 1875.

5291 *L'Intendente:* TARCHETTI.

INTENDENZA DI FINANZA IN PAVIA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 1, situata nel comune di S. Zenone al Po, assegnata per le leve al magazzino di Belgiojoso, e del presunto reddito lordo di lire 630 93.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziare della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da cent. 50, corredate del certificato di buona condotta, delle fedine penali (tribunale e pretura), dello stato economico e di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Pavia, addì 1° ottobre 1875.

5212 *Per l'Intendente:* TROLLI.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita di Istrago (frazione del comune di Spilimbergo), assegnata per le leve al magazzino di Spilimbergo, e del presunto reddito lordo di annue L. 183 68.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da cent. 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute alla Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 1° ottobre 1875.

5365 *L'Intendente:* TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA DI CATANZARO

AVVISO D'ASTA per l'appalto di esattorie nella provincia.

Dovendosi procedere alla aggiudicazione per asta pubblica dell'esercizio delle esattorie pel biennio 1876-1877, ai termini della legge del 20 aprile 1871, nº 192 (Serie 2ª), si rende noto quanto segue:

1º Nei luoghi, nei giorni e nelle ore designati nella tabella riportata in calce al presente avviso, dinanzi alle competenti Autorità, saranno tenuti gli esperimenti d'asta per il concorso all'esercizio delle esattorie nella tabella stessa indicate.

2º Gli oneri, i diritti ed i doveri dell'esattore sono quelli determinati dalla legge del 20 aprile 1871, n. 192, dal regolamento approvato col R. decreto 1º ottobre 1871, n. 462 (Serie 2ª), dal R. decreto 7 ottobre 1871, n. 479 (Serie 2ª) e dai capitoli normali approvati col decreto Ministeriale del 1º ottobre 1871, n. 463 (Serie 2ª).

L'esattore medesimo, ai termini dell'art. 9 dei suddetti capitoli normali, non potrà rifiutare di prendere in esazione coll'aggio che verrà stabilito nel contratto, tutte le quote di imposte dirette di precedenti gestioni, delle quali ai termini della legge la riscossione venisse a riassumersi dall'Amministrazione.

Inoltre l'esattore è obbligato ad osservare i capitoli speciali che per ciascuna Esattoria siano stati deliberati.

3º L'aggiudicazione dell'esercizio dell'esattoria sarà fatta a colui che avrà offerto il maggiore ribasso sull'aggio sul quale verrà aperto l'incanto. Non sono ammesse offerte di ribasso inferiori ad un centesimo di lira. Non si addiviene all'aggiudicazione se non vi sono offerte almeno di due concorrenti.

4º L'aggiudicatario rimane obbligato pel fatto stesso dell'aggiudicazione. Il comune soltanto quando sia intervenuta l'approvazione del prefetto, sentita la Deputazione provinciale.

5º Non possono concorrere all'asta quelli che si trovano in uno dei casi di incompatibilità previsti dall'art. 14 della prefata legge 20 aprile 1871, n. 192.

6º Per essere ammessi all'asta devono i concorrenti, a garanzia delle loro offerte, avere eseguito il deposito della somma indicata nella unita tabella, somma la quale corrisponde al due per 100 dell'ammontare presunto delle annuali riscossioni.

7º Il deposito può essere effettuato in danaro od in rendita pubblica dello Stato al valore di L. 75 90 per ogni 5 lire di rendita desunto dal listino di Borsa inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, del 2 ottobre 1875, n. 230.

8º I titoli del Debito Pubblico offerti in deposito se al portatore devono avere unite le cedole semestrali non ancora maturate; se nominative devono essere attergati di cessione in bianco con firma autenticata da un agente di cambio o da un notaio.

9º Il deposito deve esser comprovato, mediante presentazione alla Commissione che tiene l'asta, di regolare quietanza della Cassa del comune, di quella della provincia o della Tesoreria governativa. Chiusa l'asta, i depositi fatti a garanzia della medesima sono immediatamente restituiti, per ordine di chi presiede l'asta, eccettuato quello dell'aggiudicatario.

10º Nei 30 giorni da quello in cui gli sarà notificata l'approvazione dell'aggiudicazione, l'aggiudicatario, sotto pena di soggiacere agli effetti comminati dall'articolo 1º dei capitoli normali approvati con decreto Ministeriale del 1º ottobre 1871, n. 463 (Serie 2ª) dovrà presentare nel preciso ammontare sottoindicato la cauzione definitiva in beni stabili o in rendita pubblica italiana, ai termini e nei modi stabiliti dall'art. 17 della legge 20 aprile 1871 e dall'art. 19 del regolamento approvato con R. decreto del 1º ottobre stesso anno, n. 462 (Serie 2ª).

11º Le offerte per altra persona nominata devono accompagnarsi da regolare procura, e quando si offra per persona da dichiarare, la dichiarazione si fa all'atto dell'aggiudicazione, e si accetta regolarmente dal dichiarato entro 24 ore, col ritenersi obbligato il dichiarante che fece e garantì l'offerta, sia che l'accettazione non avvenga nel tempo prescritto, sia che la persona dichiarata si trovi in alcuni dei casi d'incompatibilità previsti dall'art. 14 della legge.

12º Con avviso separato, affisso nella sala ove sarà tenuta l'asta, s'indicherà secondo che prescrive l'art. 10 del regolamento, se l'asta ha luogo a candela vergine o per offerte segrete.

13º Le spese di asta, del contratto e della cauzione saranno a carico dell'aggiudicatario, tenuto conto però che a termini dell'art. 99 della legge del 20 aprile 1871 sono esenti dalle tasse di bollo e di registro gli atti preliminari del procedimento d'asta, i verbali di deliberamento, gli atti di cauzione ed i contratti di esattoria.

14º Per tutte le altre condizioni non indicate in questo avviso sono visibili presso l'Intendenza di Finanza, l'Agenzia delle imposte dirette e la segreteria comunale nelle ore d'ufficio, la legge, il regolamento, i decreti ed i capitoli normali di sopracitati, non che i capitoli speciali che siano stati deliberati.

Numero d'ordine	ESATTORIE che si pongono all'asta	COMUNI compresi nel distretto di ciascuna esattoria	MESE, GIORNO ed ORA in cui si apre l'asta	COMUNE e locale in cui si tiene l'asta	AGGIO per ogni 100 lire di versamenti sul quale l'asta è aperta	AMMONTARE presunto delle riscossioni annuali	AMMONTARE della cauzione	AMMONTARE del deposito da farsi per concorrere all'asta	Condizioni essenziali dei capitoli speciali
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Cotronei . . .	Cotronei . . .	23 ottobre 1875, ore 11 ant.	Sala comunale di Cotronei	10 0[0	20366 42	3930 »	407 »	Non vi sono capitoli speciali

5387 Catanzaro, il dì 6 ottobre 1875. *L'Intendente*: BANCHETTI.

INTENDENZA DI FINANZA DI CASERTA

Avviso N. 28 (Vendite 1875)

AVVISO D'ASTA.

Vendita dei beni demaniali autorizzata dalla legge 21 agosto 1862, nº 793, ed eseguita dalla Società Anonima per la vendita dei beni del Regno d'Italia, agente per conto del Governo.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 ant. del giorno 13 novembre 1875, nel locale di questa Intendenza, ed alla presenza del capo di essa, o di chi lo rappresenti, si procederà ai pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente del seguente stabile demaniale.

Nº del presente	Nº del lotto	DISTINTA DELLO ELENCO — Comune e cenno dello stabile, ufficio che lo amministra	SUPERFICIE desunta dal catasto approssimativa		Valore dello stabile	Valore delle scorte	Totale prezzo estimativo per cui va aperto l'incanto	Offerte di aumento sul prezzo d'estimo
			Misure locali	Ettari				
1	Unico	ELENCO 131 — *Cassa Ecclesiastica* — *Fondo amministrato dal ricevitore del Registro di Marcianise* — Fondo denominato S. Maria della Libera, posto alla distanza di chilometri 0 25 dal comune di Marcianise — Terreno aratorio, parte nudo di alberi e parte alberato e vitato arbustato, in un sol corpo. Inoltre nel lato settentrionale di confini vi esistono otto pini e n. 32 alberi di noci in giro degli altri tre lati di confine	45 —	14 69 72	66891 79	»	66891 79	200 »

Avvertenze.

L'asta sarà aperta sul prezzo di cui sopra, ed ogni offerta non potrà essere minore di quella designata nell'ultima colonna del presente avviso.

L'aggiudicazione sarà diffinitiva e non saranno ammessi ulteriori aumenti.

Per essere ammessi a prender parte all'asta gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degl'incanti depositare nell'ufficio del Registro di questo capoluogo, in danaro od in titoli di credito, una somma corrispondente al decimo del valore estimativo del suindicato lotto.

Gl'incanti saranno tenuti a gara pubblica, nè si farà luogo a ripetizione di essi in caso di deserzione del primo esperimento.

L'acquirente deve rispettare il nuovo affitto comunque maggiore o minore di quello che formò base della stima.

L'acquirente inoltre sarà tenuto a tutte le tasse e spese dell'aggiudicazione.

La vendita infine sarà vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nei capitolati generali e speciali, di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione presso la 2ª Sezione di questa Intendenza.

Caserta, 6 ottobre 1875.

5303 *L'Intendente di Finanza:* DE CESARE.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
DELLA FONDERIA DI GENOVA

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 6 del mese di novembre 1875, alle ore 1 pomerid. si procederà in Genova, avanti il direttore d'Artiglieria della Fonderia e nel locale della Direzione suddetta, situato al Lagaccio, n. 15, scala a destra, piano terzo, all'appalto seguente:

Cloruro di Potassio, chilogr. 244,000 *a L.* 0,31 — *L.* 75,640.

I capitoli e le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta e nel locale suddetto.

La consegna dovrà esser fatta nei magazzini della stessa Direzione nel termine di 150 giorni a datare dall'avviso che riceverà il deliberatario dell'approvazione del contratto.

Sono fissati a giorni 15 i fatali pel ribasso del ventesimo decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il delibermento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata col bollo ordinario da una lira avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore del ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno fare presso la Direzione suddetta, ovvero nelle Casse dei depositi e prestiti o delle Tesorerie dello Stato un deposito di L. 7600 in contanti od in rendita del Debito Pubblico al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno esser fatti dalle ore 10 antimeridiane alle 12 meridiane del giorno 6 del venturo mese di novembre 1875.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni Territoriali d'Artiglieria del Regno od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sovra o presentata la ricevuta del medesimo.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filiganata col bollo ordinario da una lira e quelli che contengano riserve e condizioni.

Tutte le spese inerenti alla stipulazione del contratto, cioè tasse di registro, diritti di segreteria, carta bollata ed altre saranno a carico del deliberatario.

Dato in Genova, addì 11 ottobre 1875.

Per la Direzione
Il Segretario: DE SALVO LUIGI.

5332

INTENDENZA DI FINANZA IN BASILICATA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. I, situata nel comune di Tramutola, assegnata per le leve al magazzino di Moliterno, e del presunto reddito lordo di L. 519 87.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Potenza, addì 1° ottobre 1875.

5247 *L'Intendente:* MAZARI.

INTENDENZA DI FINANZA IN TREVISO

N. 20490;2884, Sez. II.

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n° 3, contrassegnata col civico n° 32, situata nel comune di Roncade, frazione di Vallio, assegnata per le leve al magazzino di vendita in Treviso, e del presunto reddito lordo di lire 112 39.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a quest'Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Treviso, addì 7 ottobre 1875.

5301 *Per l'Intendente:* CICOGNA.

DEPUTAZIONE PROVINCIALE DI CAPITANATA

AVVISO D'ASTA.

Si fa noto al pubblico che il giorno 25 ottobre 1875, alle ore 12 merid., colla continuazione, nella sala della Deputazione provinciale, messa nel palazzo della prefettura di Foggia, si procederà innanzi al signor prefetto presidente, o a chi per esso, all'incanto col metodo della candela vergine per lo appalto della fornitura e manutenzione degli oggetti di casermaggio dei Reali Carabinieri in questa provincia. L'appalto avrà la durata di anni nove continui da incominciare al 1° gennaio 1876 e terminare a tutto dicembre 1884, a base del relativo capitolato di appalto a stampa del 7 corrente mese di ottobre, debitamente approvato dalla Deputazione provinciale e che trovasi ostensibile presso questo uffizio non che negli uffizi delle RR. prefetture presso cui pubblicasi il presente avviso.

In detto capitolato sono indicati gli oggetti e mobili da fornirsi e mantenersi.

L'annuo prezzo sul quale verrà aperta l'asta è fissato in detto capitolato ad annue lire 65, cioè centesimi 17,808 per ogni giornata di presenza di ciascun carabiniere.

L'appalto verrà deliberato al migliore offerente in ribasso d'un tanto per 100 sul detto annuo prezzo che non potrà essere minore di centesimi 50 per ogni offerta.

Gli aspiranti all'asta dovranno esibire un certificato del sindaco del proprio domicilio, vidimato dal prefetto per l'autenticità della firma, attestante la moralità degli stessi, e fare inoltre il contemporaneo deposito di L. 6000 in danaro o in biglietti di Banca per sicurezza dell'asta.

Il deliberatario dovrà poi dare una cauzione diffinitiva a garanzia del contratto nel termine improrogabile di un mese dalla data del definitivo deliberamento in cedole nominative del Debito Pubblico dello Stato della rendita di L. 1000; con facoltà allo stesso di darne soltanto una metà in detto termine e l'altra metà rilasciarla mercè ritenute trimestrali da farsi dall'Amministrazione sui di lui averi nel corso del 1° anno dell'appalto.

Tutte le spese relative all'asta ed alla stipulazione del contratto, di bollo, tasse di registro, stampe, inserzione ed affissione dei manifesti e del capitolato, e quelle per le copie del contratto stesso e dei documenti che ne fanno parte saranno ad esclusivo carico del deliberatario.

Si dichiara che nell'asta saranno osservate le formalità prescritte dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Il termine utile per produrre offerta di ribasso non minore del ventesimo del prezzo d'aggiudicazione è di giorni 15 da quello dell'aggiudicazione stessa, che scadrà al mezzogiorno del 9 novembre prossimo venturo.

Foggia, 9 ottobre 1875.

D'ordine del Prefetto Presidente della Deputazione Provinciale
Il Segretario: G. CAPUSSELA.

5339

INTENDENZA DI FINANZA DI PAVIA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n° 2, situata nel comune di Casteggio, assegnata per le leve al magazzino di Voghera, e del presunto reddito lordo di lire 952 25.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, delle fedine penali (tribunale e pretura), dello stato economico e di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Pavia, addì 3 ottobre 1875.

5249 *L'Intendente:* CORTI.

INTENDENZA DI FINANZA IN CREMONA

N. 19074, Sez. A. III.

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 6, situata nel comune di Casalbuttano, frazione di San Vito, assegnata per le leve al magazzino di Cremona, e del presunto reddito lordo di L. 291 72.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Cremona, addì 8 ottobre 1875.

5275 *Per l'Intendente:* TONINELLI.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI PARMA

Avviso di seguito deliberamento.

L'appalto per la fornitura dei viveri e combustibili occorrenti per la casa di pena in Parma nel triennio dal 1° gennaio 1876 al 31 dicembre 1878 venne addì 9 ottobre corrente deliberato pei prezzi indicati nello specchio che segue:

Lotti	GENERI	Ammontare della fornitura per ogni lotto		PREZZI di deliberamento in ribasso al montare complessivo di ciascun lotto per ogni 100 lire	
		Lire	Cent.	Lire	Cent.
1	Pane bianco Pane pei detenuti sani	180720	»	—	50
2	Carne di vitello Carne di bue o manzo	54600	»	1	50
3	Vino Aceto	13200	»	—	50
4	Riso, fagiuoli e legumi secchi	36960	»	—	75
5	Paste di 1ª e 2ª qualità, semolino Farina di grano turco	34416	»	—	75
6	Patate, rape, erbaggi	15390	»	—	50
7	Olio d'olivo per condimento Olio per illuminazione Petrolio raffinato	8580	»	—	35
8	Burro, strutto, lardo, cacio, uova	24675	»	—	20
9	Legna di essenza forte Carbone Paglia Foglie di grano turco	47020	»	—	17
	Totale delle forniture	415561	»		

Le delibere si riferiscono alle quantità per ogni genere già indicate nell'avviso d'asta di questa Prefettura in data del 9 settembre p. s., n. 19/10252.

Gli aspiranti a detto appalto sono avvertiti che pel facoltativo ribasso non inferiore al ventesimo sui prezzi di deliberamento è stabilito il termine di giorni quindici, i quali scadranno al mezzodì del 30 ottobre corrente.

Parma, 15 ottobre 1875.

5345 *Il Segretario di Prefettura*: E. CASA.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita nella frazione di Torlano, comune di Nimis, assegnata per le leve al magazzino di Tarcento, e del presunto reddito lordo di annue lire 226 76.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 1° ottobre 1875.

5373 *L'Intendente*: TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA IN UDINE

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita nel comune di Ovaro, assegnata per le leve allo spaccio all'ingrosso di Comeglians, e del presunto reddito lordo di annue lire 498 63.

La rivendita sarà conferite a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Udine, addì 1° ottobre 1875.

5371 *L'Intendente*: TAJNI.

INTENDENZA DI FINANZA IN ANCONA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita di generi di privativa n. 13, situata nel comune di Fabriano (Porcarella), assegnata per le leve al magazzino di vendita in Fabriano, e del presunto reddito lordo di lire 31 98.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo questo termine non saranno prese in considerazione.

Le spese di pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Ancona, 7 ottobre 1875.

5255 *L'Intendente*: F. RONDANINI.

Avviso di vendita giudiziale.

(2ª *pubblicazione*)

La ditta G. Dellaizette e Compagni e per essa il sig. Romolo Ravaldi gerente, domiciliato a Roma ed elettivamente presso il procuratore sig. Tommaso Salini,

Notifica a chiunque vi abbia interesse a senso del 3° capoverso dell'articolo 668 Cod. di proc. civile, che nell'udienza avanti la prima sezione del tribunale civile di Roma del 16 novembre 1875 si procederà alla vendita giudiziale forzata dello immobile qui appresso descritto di cui i signori Guglielmo, Giovanni e Maria Canori Focardi coeredi e figli del fu Filippo Canori Focardi, Domenico De Petris tutore della minorenne Giuseppa Canori Focardi figlia e coerede come sopra, domiciliati a Roma, non che la signora Anna Canori Focardi altra figlia e coerede suddetta, domiciliata in Lione (Francia), nel Monastero del S. Cuore de Laferradière Villombone, ed il sig. Enrico Corti nella qualifica di amministratore del suddetto patrimonio, domiciliato a Roma, ne vennero espropriati.

Descrizione del fondo da subastarsi:

Casa sita in via dei Coronari n. 243, via S. Appollinare numeri 1, 2, e piazza di Tor Sanguigna numeri 4 al 7 e vicolo dei Tre Archi n. 9, segnata in mappa rione V numeri 155, 156, 161, confinante da due lati con la via dell'Appollinare, piazza di Tor Sanguigna, vicolo dei Tre Archi.

Su detto fondo, il quale si compone di locali ad uso di cantina, di un pianterreno contenente cinque botteghe a via dei Coronari e piazza di Tor Sanguigna e di cinque piani superiori ciascuno in media di n. 11 ambienti, vi gravita il solo tributo fondiario in annue lire 750. La vendita di detto fondo si eseguirà in un sol lotto e l'incanto si aprirà sul prezzo di stima ribassato di due decimi consecutivi, cioè su lire 228931 52.

Le condizioni di tal vendita trovansi descritte nel bando originale esistente nella cancelleria del sullodato tribunale.

Roma, 13 ottobre 1875.

5349 VINCENZO VESPASIANI usciere.

REGIA PRETURA del primo Mandamento di Roma.

Accettazione d'eredità col beneficio dell'inventario.

Nella cancelleria del mandamento suddetto ed innanzi al sottoscritto cancelliere è comparso il signor Luigi Pagnoncelli di Agostino, di anni 42, romano, domiciliato via di Capo le Case n. 3, avvocato, il quale come tutore del minore Gaetano Cortesi, ed amministratore dei beni della interdetta Francesca Cortesi, nubile, entrambi romani, e dietro autorizzazione ricevuta dal Consiglio di famiglia, ha accettato in nome dei medesimi col beneficio dell'inventario l'eredità devoluta agli stessi Cortesi per la morte del loro genitore Antonio Cortesi, e per ogni effetto di legge ha eletto domicilio nella casa di sopra indicata.

Roma, 11 ottobre 1875.

5344 Il canc. GENNARO PESCE.

Bando in grado di sesto.

(1ª *pubblicazione*)

Il cancelliere del tribunale civile e correzionale di Frosinone reca a pubblica notizia che nel giorno 15 novembre 1875 alle ore 11 ant. avrà luogo nella sala delle udienze del suddetto tribunale la vendita degli stabili sotto descritti, esecutati ad istanza di Antonio Gauttieri di Roma, ed a carico di Zaccari Giuseppe, Michelangelo, Di Rocco Adelaide vedova Zaccari qual tutrice dei minori suoi figli Ermelinda e Giacinto Zaccari, e di Zaccari Vittorio e Paolo Ficca di Ferentino.

Descrizione degli stabili siti in territorio di Ferentino.

Lotto 1° — Casa nella contrada Terme Flavie, in mappa al n. 1054, confinante colla strada e De Cesaris.

Lotto 2° — Tre ambienti di bottega, alla via consolare, in mappa al n. 713, confinante la via a due lati, e Grazia Necci.

La vendita sarà aperta in base agli offerti prezzi e cioè il lotto 1° in lire 1341 82 ed il lotto 2° in lire 1200 84.

Frosinone dalla cancelleria del tribunale, li 11 ottobre 1875.

Pel cancelliere in congedo

5338 CARNITI vicecanc.

NOTA.

(1ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile di Novara con decreto 9 corrente mese ha dichiarato che alle nobili Augusta ed Annetta sorelle Omodei fu Domenico, quali uniche eredi legittime di loro madre Francesca Gajo vedova Omodei, spettano in piena proprietà i tre certificati del Debito Pubblico dello Stato a favore di Omodei nobile Francesca, vedova, nata Gajo, fu Giulio, domiciliata a Novara, numero 12564 della rendita di lire 615, n. 12565 della rendita di lire 805, e numero 12566 della rendita di lire 920; ed essere cessato il vincolo cui i medesimi sono affetti a favore di Marietta Omodei vedova Crosio e di Teresa Crosio, madre e figlia.

E mandò alla Direzione Generale del Debito Pubblico di cancellare le annotazioni di vincolo apposte a tergo degli stessi certificati e di eseguirne la conversione in cedole del Debito Pubblico di pari rendita, al portatore, consegnandole alle sorelle Omodei od a chi per esse.

Novara, 12 ottobre 1875.

5350 BRUGHERA proc.

Cassa Centrale di risparmi e depositi di Firenze.

Terza denunzia di un libretto condizionato smarrito segnato di n. 1456 per la somma di lire undici (L. 11) sotto il nome di Ricci Agostino.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra il suddetto libretto, sarà dalla Cassa centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Firenze, li 12 ottobre 1875. 5395

CAMERANO NATALE, gerente.

ROMA Tip. EREDI BOTTA.